

le prolétaire

organe du parti communiste international

M2414 - 492 - 1 €

CE QUI DISTINGUE NOTRE PARTI: La ligne qui va de Marx-Engels à Lénine, à la fondation de l'Internationale Communiste et du Parti Communiste d'Italie; la lutte de classe de la Gauche Communiste contre la dégénérescence de l'Internationale, contre la théorie du «socialisme dans un seul pays» et la contre-révolution stalinienne; le refus des Fronts populaires et des fronts nationaux de la résistance; la lutte contre le principe et la praxis démocratiques, contre l'interclassisme et le collaborationnisme politique et syndical, contre toute forme d'opportunisme et de nationalisme; la tâche difficile de restauration de la doctrine marxiste et de l'organe révolutionnaire par excellence - le parti de classe -, en liaison avec la classe ouvrière et sa lutte quotidienne de résistance au capitalisme et à l'oppression bourgeoise; la lutte contre la politique personnelle et électorale, contre toute forme d'indifférentisme, de suivisme, de mouvementisme ou de pratique aventuriste de «lutte armée»; le soutien à toute lutte prolétarienne qui rompt avec la paix sociale et la discipline du collaborationnisme interclassiste; le soutien de tous les efforts de réorganisation classiste du prolétariat sur le terrain de l'associationnisme économique, dans la perspective de la reprise à grande échelle de la lutte de classe, de l'internationalisme prolétarien et de la lutte révolutionnaire anticapitaliste.

« programme communiste »
Revue théorique
« il comunista »
Journal bimestriel en italien
« el programa comunista »
Revue théorique en espagnol
«Proletarian»
Journal en anglais

Journal bimestriel
N° 492
Févr.-Mars-Avril 2009
46^e année - Un expl.: 1 € / 4,5FS,
£1,5 / 60 DA, 10 DH, 1200 F CFA

DANS CE NUMERO

- Solidarité de classe avec les travailleurs antillais en grève générale
- Israël, sanglant bourreau de l'ordre capitaliste mondial
- A propos de la solidarité avec les masses palestiniennes. L'impasse du concrétisme et de l'immédiatisme
- Grèce: Que la colère des chômeurs et des étudiants se transforme en combativité pour la reprise de la lutte de classe du prolétariat!
- A propos de 1968 en Italie: Lutte Ouvrière, les étudiants et les «bordiguistes» (2)
- Rosa Luxembourg: Assemblée Nationale ou Gouvernement des Conseils
- Nouvelle brochure: La tragédie du prolétariat allemand dans le premier après-guerre
- Pour se défendre contre le capitalisme en crise, il faut rompre avec la collaboration de classe!

La Grande Union contre la reprise de la lutte de classe

Au moins sur le plan de la participation aux manifestations, la journée d'action syndicale unitaire du 19 mars a connu un succès plus grand encore que celle du 29 janvier. Même la police, tout en minorant le chiffre de manifestants, l'a reconnu! Mais alors qu'après cette première manifestation, le gouvernement avait cru nécessaire d'organiser un «sommet social» et d'annoncer quelques - très timides - mesures sociales, il a cette fois-ci annoncé le soir-même par la bouche du premier ministre qu'il ne changerait rien à sa politique. Ulcéré, le NPA caractérisait dans un communiqué du 20 mars signé Besancenot, cette réaction de «bras d'honneur» envoyé aux manifestants.

« EVITER DES CONFLITS DURS »

Cependant la déclaration commune du même jour des syndicats n'a pas attiré les foudres du NPA; réunis au siège de «Solidaires» - ce qui, a relevé la presse, est une première pour Chérèque, le responsable de l'ultra collaborationniste CFDT -, les responsables syndicaux ont, eux bel et bien envoyé un bras d'honneur aux grévistes et manifestants qui croyaient à leur volonté de lutte.

Censées être réunies pour décider de comment mener cette lutte, «les organisations syndicales décident... [attention, tenez-vous, bien!] ... de rechercher les modalités les plus adaptées pour donner encore plus d'efficacité aux prochaines mobilisations. [l'efficacité des mobilisations antérieures a été nulle!] Dans ce contexte, elles mettent notamment en débat [...] l'étape importante que constitue le premier mai; Elle se retrouveront le 30 mars pour décider (...)

(Suite en page 3)

CRISE CAPITALISTE ET NÉCESSITÉ DU COMMUNISME

UN G20 EN TROMPE-L'OEIL

Les représentants des vingt plus grandes puissances mondiales se sont donc réunies à Londres afin de trouver le remède à la crise qui secoue le système capitaliste. Tous les médias de la planète ont salué la bonne nouvelle: les participants sont tombés d'accord pour injecter des milliards dans l'économie afin de relancer la machine productive, pour refuser le protectionnisme économique (c'est-à-dire la guerre commerciale), pour mettre fin aux pratiques bancaires douteuses, aux paradis fiscaux et aux salaires excessifs des banquiers.

Mais il ne s'agissait en réalité que d'un show médiatique adroitement orchestré. Le «communiqué final», d'ailleurs publié dans la presse avant même que commence la fameuse réunion (!) est un catalogue de vœux pieux qui, par exemple, additionne les plans de relance déjà annoncés depuis des mois dans tous les pays, pour arriver aux sommes impressionnantes qui ont fait la une des médias. Le seul résultat tangible est la décision d'augmenter les ressources du FMI pour qu'il puisse mieux faire face aux difficultés prévisibles de nombreux Etats.

Derrière l'unanimité et les congratulations de rigueur, percent les rivalités et les affrontements d'intérêts entre les divers capitalismes nationaux ou blocs de capitalis-

mes nationaux. Comme lors de chaque récession, mais avec une insistance plus grande en raison de la gravité plus grande la crise actuelle, les Etats-Unis et la Grande Bretagne voudraient que l'Europe fasse plus pour relancer son économie et serve de locomotive de l'économie mondiale en relais de la locomotive américaine en panne.

Mais les pays européens, derrière l'Allemagne, n'ont aucune envie d'essayer de tirer les marrons du feu aux profits des capitalistes yankees; leurs plans de relance sont d'une ampleur nettement moins grande et ils cherchent à ne pas accroître démesurément les déficits comme le font au contraire les Américains (et les Britanniques): c'est le prix à payer pour maintenir la zone euro qui est un de leurs atouts-maîtres dans la période troublée qui a commencé. Le pourtant très pro-américain président Tchèque dont le pays assure actuellement la présidence tournante de l'Europe, l'a dit de façon peu diplomatique avant le G20: les Etats-Unis nous mènent à la catastrophe (1).

C'est pour la même raison que, à la suite de l'Allemagne, les Etats européens ont refusé la proposition secrète du FMI de faire passer immédiatement à l'euro les pays d'Europe centrale et de l'Est qui sont menacés de banqueroute: ils ont jugé que les risques d'affaiblissement de la zone euro étaient trop grands. Tant pis pour ces pays!

De son côté la Chine avait fait mine de demander le remplacement du dollar comme principale monnaie internationale par un panier de devises. Grâce à l'importance de ses exportations la Chine est en effet devenue, devant le Japon, le pays qui détient le plus de dollars dans ses caisses (2): fin mars ses réserves se montaient à un million et demi de milliards d'euros, dont 70% en dollars; elle n'apprécie guère de voir cette masse se dévaluer chaque fois que le dollar perd de sa valeur en même temps que s'accroît le déficit budgétaire américain. Elle ne peut cependant pas faire grand chose: commencer à vendre ses dollars serait précipiter la chute de cette monnaie et rendre ainsi encore plus difficile la vente de ses marchandises sur le marché américain! On n'a donc pas parlé de monnaie au sommet de Londres, même si tout le monde y pensait...

APPROFONDISSEMENT DE LA CRISE ÉCONOMIQUE

Après le G 20 les bourses mondiales ont retrouvé l'optimisme; elles ont recommencé à monter, espérant non seulement que l'économie avait touché le fond, mais aussi que la détermination des gouvernements à assurer le sauvetage des établissements financiers

(Suite en page 2)

VENEZUELA: Nationalisation de Sidor et «contrôle ouvrier» (2)

Nous avons vu dans la première partie de cet article qu'au printemps dernier tous les groupes de gauche et chavistes ont unanimement salué la décision gouvernementale de renationaliser l'entreprise sidérurgique SIDOR (1) comme une grande victoire des ouvriers.

Mais tous les ouvriers n'ont pas été convaincus, et en tout cas pas les 8000 «externalisés» (*tercerizados*) qui avaient connu une baisse des salaires ainsi que la perte de toute une série d'avantages sociaux en perdant leur statut d'employés de l'entreprise lors de ma privatisation.

Demanda leur réintégration, ces travailleurs ont maintenu pendant des mois leur mobilisation; fin octobre, lors de la venue du ministre Sanz (qui doit devenir quelque sorte le directeur honoraire de l'entreprise), elle s'est traduite en blocage d'une des entrées de l'entreprise, coupure de la route principale de l'Etat, incendie de chemises à l'effigie de Chavez, etc.

Les négociations ne donnant rien, l'organisation les représentant se résignait à appeler le 11 novembre à la grève; très suivie, celle-ci a entraîné une baisse sérieuse de la production et au bout de 2 jours un accord avec Sidor était conclu sous l'autorité du ministre. L'accord comportait essentiellement le paiement d'une prime de 10.000 Bf (à verser en plusieurs fois) ainsi que des améliorations des conditions de travail; il faut préciser que les représentants syndicaux avaient accepté au printemps, comme l'exigeait Chavez, d'être «patients» sur la question de la réintégration - c'est-à-dire d'abandonner dans les faits

cette revendication.

Mais depuis novembre près de 2000 travailleurs n'ont toujours pas touché un sou de la prime promise, tandis que les autres attendent la réalisation des autres promesses! Devant l'exaspération des ouvriers, le syndicat a été contraint de donner l'impression d'agir; il a ainsi organisé l'envoi de délégations auprès du ministre à Caracas puis a lancé des appels à Chavez. Alors que la direction de Sidor réagissait en traitant les travailleurs les plus militants de «délinquants», le ministre-directeur les accusait de se laisser manipuler et entraîner dans des actions «politiques».

Le vendredi 27 février, les responsables syndicaux des travailleurs externalisés lançaient un terrible ultimatum: «Si lundi nous n'avons pas eu une réponse, nous pourrions reprendre des scénarios que nous ne voudrions pas reprendre, mais ce seront les travailleurs qui décideront ce qu'ils feront». Ce qu'ils voulaient éviter avant tout, c'est la lutte; et d'ailleurs ils confiaient aux journalistes qu'en ayant fait trop de promesses non tenues à Sidor, on a mis en route une «bombe à retardement». Cela aurait pu être évité, selon eux, si au lieu de promettre cette prime le gouvernement était arrivé à un accord sur le calcul de la grille des salaires (2)! N'ayant

reçu aucune réponse, ils n'appelèrent bien évidemment à aucune lutte: le seul «scénario» que connaissent ces organisations syndicales, c'est celui de la collaboration des classes...

OPTION RÉFORMISTE

Les éléments et les courants qui, tout en présentant faussement la nationalisation de Sidor comme une grande victoire des travailleurs, ont tenu à se distinguer en paraissant un peu plus à gauche, appelaient à la «nationalisation sous contrôle ouvrier». Derrière ce mot d'ordre issu du trotskysme, il n'y a rien d'autre que démagogie et camouflage du soutien à la politique gouvernementale.

Nous allons examiner le cas du groupe trotskyste «Opcion Obrera» (Option Ouvrière), lié au Parti Ouvrier argentin (3), qui semblait se distinguer des autres formations d'extrême-gauche toutes plus ou moins pro-chavistes. O.O. a eu en effet le mérite de qualifier de «piège» la «nationalisation capitaliste» [qu'aurait signifié une nationalisation non-capitaliste?] de Sidor, expliquant à juste titre qu'elle allait servir à étouffer la lutte des ouvriers. Mais la nature fondamentalement suiviste et manoeuvrière du trotskysme est rapidement revenue à la surface.

Dans le dossier de O.O. sur Sidor, on trouve des critiques du syndicat (SUTISS), en particulier parce qu'il refuse d'appeler à la grève illimitée; cependant on y lit aussi une analyse selon laquelle l'enjeu principal du conflit de Sidor, c'est le droit des syndicats de faire grève: «Un syndicat qui ne peut faire grève n'est pas un syndicat, c'est une officine de l'Etat. Le conflit de Sidor est une bataille dans la guerre que livre le gouver-

(Suite en page 7)

CRISE CAPITALISTE ET NÉCESSITÉ DU COMMUNISME

(Suite de la page 1)

ouvre des opportunités fructueuses aux spéculateurs (3).

Mais les chiffres de l'«économie réelle» montrent la réalité d'un approfondissement ininterrompu de la crise. Les statistiques dont nous disposons au moment où nous écrivons, début avril, portent en général sur février (4). Si on regarde les données pour la production industrielle, l'indice le plus significatif pour ce qui est de l'évolution de l'économie, on a pour les Etats-Unis, une baisse sur l'année précédente de 11,8% tandis que le Japon, la deuxième économie mondiale, connaît un véritable effondrement: -38,4%! Pour les autres grands pays les chiffres sont les suivants: Russie: -13,2%; Allemagne (le premier exportateur mondial): -23,2%; Grande-Bretagne: -12,5%; Italie: -20,7%; France (janvier): -13,8%; Espagne: -23,9%. Si l'on s'intéresse à d'autres pays importants, on constate qu'au Brésil nous avons: -17%; Argentine: -14%; Mexique: -11%; Turquie: -23%. En Asie, seules font exception à ce tableau l'Inde: (janvier): -0,5% et surtout la Chine, le seul pays à annoncer une croissance de sa production industrielle: + 3,8%!

En janvier les commandes à l'industrie avaient baissé en moyenne de plus de 30% dans la zone euro: Allemagne: -37,7%; Espagne: -33,5%; France: -30,9%, Grande-Bretagne: -11% (la baisse de la Livre est passée par là, favorisant les exportations de la *perfidie Albion!*).

Un autre indice, corollaire de ces derniers, est celui des exportations. L'Allemagne, premier exportateur mondial, a vu celles-ci diminuer sur un an de 23,10% en février (diminution un peu plus marquée vers la zone euro: -24%); la Chine, deuxième exportateur mondial a enregistré en février une chute de 25,7% (on connaît déjà les chiffres de mars: -17%; mais comme les importations ont encore plus diminué, à -25,1%, le pays a annoncé un nouveau surplus de sa balance commerciale!).

Mais encore une fois, c'est le Japon qui a connu la plus mauvaise situation, avec un effondrement des exportations en février de 49,4%! C'est le secteur automobile qui a le plus souffert, essayant une chute de 72,9%, les télévisions ne baissant «que» de 63%, les ordinateurs de 54%, etc... Pour tenter de sortir de la surproduction qui étouffe le pays, le gouvernement a annoncé un nouveau plan de relance afin de développer le marché intérieur pour suppléer à l'engorgement du marché mondial: plus de cent milliards d'euros devraient être injectés dans l'économie cette année; des emplois devraient être créés par millions dans les énergies nouvelles ou l'aide aux personnes âgées. Mais il est douteux que cela puisse résoudre le problème des constructeurs d'automobiles, des sidérurgistes ou des fabricants d'électronique japonais...

Quant aux Etats-Unis, ils ont enregistré une baisse de 16,9% de leurs exportations en février. Leurs importations ayant baissé bien davantage en raison du marasme du marché intérieur (-28,8%), le déficit de leur commerce extérieur s'est fortement réduit.

En ce qui concerne les autres pays qui sont en concurrence sur le marché mondial nous n'avons pu disposer des chiffres que pour certains d'entre eux: France: -20,9%; Italie (janvier): -25,8%; Grande-Bretagne (janvier): -6,5%.

En conséquence de ce fort ralentissement des exportations et des importations de la plupart des pays, la baisse du commerce mondial devrait atteindre un degré sans précédent depuis la fin de la guerre mondiale. L'Organisation Mondiale du Commerce envisage une baisse de 9% en volume pour l'année 2009 tandis que l'OCDE, pourtant toujours prudente, estime que la baisse atteindrait 13%.

Les prolétaires sont les premiers à payer le prix de la crise du capitalisme, en commençant par la perte de leur emploi. Aux Etats-Unis le taux de chômage est passé en un an de 4,8% à 8,5% (mars). Si l'on prend en compte les personnes découragées de cher-

cher un emploi et celles qui sont obligées de travailler à temps partiel ou de façon temporaire, on arrive à un chiffre de 15% de travailleurs qui ont connu au cours des derniers mois au moins une diminution de leur emploi. Sans doute ce n'est pas encore un chiffre «record» (lors de la crise de 1974-75 le taux de chômage avait atteint 9%, et 10,8% lors de celle de 1980-82), mais même les plus optimistes des économistes avouent que le chômage va encore continuer à augmenter dans les mois qui viennent. On sait ce que cela signifie pour un nombre croissant de prolétaires: la perte du logement et en général la misère. C'est ainsi qu'en janvier on a enregistré un chiffre record de prolétaires qui, pour se nourrir avaient recours aux bons alimentaires (Food stamps) accordés par l'Etat aux nécessiteux: 32,2 millions de personnes. De plus en plus nombreux sont les bourgeois ou les institutions qui disent redouter en conséquence des émeutes de la misère aux Etats-Unis (5)...

Pour les autres pays, on a les chiffres officiels du chômage suivants: Allemagne (mars): 8,1%; Espagne (février): 15,5%; France (mars): 8,6%; Grande-Bretagne (janvier): 6,5%; Italie (mars): 6,7%.

Le Japon a déclaré pour février un chiffre de 4,4% seulement, mais on sait que pour beaucoup de spécialistes, en raison du mode particulier de cet indice dans l'archipel nippon, il faudrait doubler les chiffres japonais

du chômage pour qu'ils puissent être comparés à ceux des autres pays.

La Chine annonce également un taux de chômage très bas; mais les autorités elles-mêmes ont déclaré qu'à la fin de l'année 2008, 20 millions de «travailleurs migrants» (soit 15% du total) avaient déjà perdu leur emploi et étaient retournés à la campagne: ce seul chiffre suffit à indiquer l'ampleur du chômage de masse dans un pays où 300 000 entreprises auraient fermé leurs portes en 2008 (6).

UN MODE DE PRODUCTION BASÉ SUR LE PROFIT ET NON SUR LA SATISFACTION DES BESOINS HUMAINS

Les économistes avouent eux-mêmes - mais pas publiquement! - qu'ils ignorent comment va évoluer l'économie; cela ne les empêche pas d'affirmer publiquement que les choses vont un peu mieux: ils sont payés pour cela! Mais plus généralement les bourgeois et leurs spécialistes divers ne peuvent évidemment pas admettre que les crises soient inhérentes au système capitaliste, jugé par eux le meilleur, le plus naturel des systèmes; ils ne peuvent pas comprendre qu'elles sont dues à ses insurmontables contradictions internes et qu'elles annoncent la catastrophe finale vers laquelle il se dirige inexorablement: son renversement par la révolution prolétarienne internationale ou un plongeon à nouveau

dans une guerre mondiale dévastatrice, seule à même d'éliminer pour une longue période le fardeau toujours plus écrasant de la **surproduction**.

Marx a expliqué la cause des crises dans de nombreux passages du «Capital»; on peut lire par exemple (7):

La contradiction de ce mode de production capitaliste réside dans sa tendance à développer absolument les forces productives, qui entrent sans cesse en conflit avec les conditions spécifiques de production, dans lesquelles se meut le capital, les seuls dans les quelles il puisse se mouvoir.

On ne produit pas trop de subsistances proportionnellement à la population existante. Au contraire. On en produit trop peu pour satisfaire humainement et décentement la masse de la population.

On ne produit pas trop de moyens de production pour occuper la fraction de la population apte au travail. Au contraire. Premièrement, on produit une trop grande fraction de la population qui effectivement n'est pas capable de travailler, qui par les conditions dans lesquelles elle vit, n'a d'autre ressource que d'exploiter le travail d'autrui, ou est réduite à des travaux qui ne peuvent être tenus pour tels que dans le cadre d'un mode de production misérable. Deuxièmement, on ne produit pas assez de moyens de production pour permettre à toute la population apte au travail de tra-

Nous publions ci-dessous le tract diffusé lors de la grève en Guadeloupe. Si finalement les grévistes ont pu arracher des concessions non négligeables aux patrons, la grève ne s'est cependant pas conclue par un succès aussi grand qu'a bien voulu le dire le LKP lorsqu'il a annoncé la fin du mouvement et appelé aux réjouissances publiques. L'accord n'a en effet été signé que par des organisations patronales minoritaires, et des mouvements de grève continuent encore aujourd'hui, mais dans un rapport de force beaucoup plus défavorable pour faire plier les grands patrons récalcitrants.

Tout en étant à l'origine du mouvement, le LKP, rassemblement interclassiste autour du syndicat UGTG dirigé par des indépendantistes, a longtemps hésité avant d'appeler au renforcement de l'action (blocages systématiques des routes et des entreprises etc.). Ce n'est que devant le risque de se voir déborder par la violence des jeunes prolétaires des quartiers déshérités, qu'il s'y est finalement résolu dans la dernière semaine. Etant donné la lassitude des grévistes, étant donné son isolement des prolétaires de la métropole, il était cependant inévitable que le conflit se termine rapidement. Mais la lutte reprendra inévitablement.

Solidarité de classe avec les travailleurs antillais en grève générale !

Après 4 semaines de grève générale à la Guadeloupe et 10 jours à la Martinique, la lutte des travailleurs antillais entre dans une phase difficile.

Le gouvernement français vient de refuser son soutien au projet d'accord sur une augmentation des salaires qui se dessinait entre les syndicats et le patronat. Le secrétaire d'Etat aux Départements d'Outre-Mer qui avait abandonné les négociations pour partir à Paris, est revenu avec des renforts de Gendarmes Mobiles en déclarant qu'il ferait respecter «l'Etat de droit» - c'est-à-dire le **droit des capitalistes à exploiter les prolétaires** - dans l'île. Les élus locaux du PS guadeloupéen après avoir proposé que la région accorde une prime de 100 euros pendant quelques mois pour les travailleurs aux plus bas salaires (au lieu d'une augmentation véritable), demandent un «*assouplissement de la grève générale*»; à la Martinique le PS et l'UMP ont déjà appelé de concert à «*desserer l'étouffement de la grève*».

Il est évident que ces partis bourgeois tout comme les autorités espèrent que l'épuisement des grévistes après un si long mouvement, ainsi que la peur des gendarmes auront raison de la grève. Il faut rappeler qu'en 1967 un grand mouvement de lutte à la Guadeloupe avait été écrasé par une répression bestiale du régime gaulliste qui avait fait de nombreux morts.

Le collectif «Lyannaj Kont Pwofitasyon», rassemblant une multitude d'organisations diverses, qui est à la tête du mouvement, a amalgamé les revendications prolétariennes

élémentaires à des revendications de type réformiste, et il a lancé un appel interclassiste à l'unité du «*peuple de Guadeloupe*», des ouvriers aux paysans, jusqu'aux «*entrepreneurs*». Dans sa déclaration du 14 où il déclare que la lutte continue, après avoir admis qu'il avait fait des concessions sur les revendications salariales, le LKP affirme que «*les patrons guadeloupéens, conscients du rôle qu'ils ont à jouer dans l'économie de leur pays, ont décidé de se rebeller contre les organisations censées les représenter (MEDEF, CGPME) et de s'organiser afin de trouver des solutions pour répondre aux revendications de leurs salariés*».

Les patrons, guadeloupéens ou non, ne vivent que de l'exploitation de leurs travailleurs: on ne peut lutter contre la *pwofitasyon* (exploitation), si on s'allie aux exploités! La revendication mobilisatrice centrale, celle pour laquelle les travailleurs, seule force motrice du mouvement de lutte actuelle, se sont mis en grève, c'est la **revendication prolétarienne contre le patronat** d'une augmentation générale et uniforme de 200 euros des salaires, retraites et minimas sociaux. L'union populaire interclassiste ne peut en réalité être autre chose qu'une brèche par laquelle les adversaires de classe chercheront à faire capoter la lutte..

Si le gouvernement soutient les patrons antillais dans leur intransigeance et refuse d'accorder plus que des miettes aux prolétaires antillais, alors même qu'il mobilise des milliards pour venir au secours des entreprises capitalistes, c'est parce qu'il redoute

qu'un succès de la grève ait un effet d'encouragement auprès des travailleurs non seulement des autres DOM-TOM (Réunion, Nouvelle Calédonie, Guyane), mais aussi auprès des travailleurs de métropole: si en effet la situation des prolétaires des Antilles est pire que celle de leurs frères de classe de France (chômage endémique, bas salaires, prix à la consommation plus élevés), ces derniers font face en réalité aux **mêmes problèmes**, à la **même exploitation**; et ils disposent des **mêmes moyens de lutte**: la grève illimitée et générale, reconductible par des assemblées générales de travailleurs et soutenue par des piquets de grève - tout en évitant le piège de l'interclassisme.

En refusant de céder aux revendications des prolétaires des Antilles, le gouvernement signifie qu'il refusera de céder aux revendications des travailleurs de France.

Sur cette ligne, le gouvernement a reçu le **soutien implicite des organisations et syndicats réformistes**. C'est ainsi que la grande union syndicale qui a organisé la journée d'action - soupape de sécurité du 29 janvier, s'est bien gardé de la moindre solidarité, même seulement verbale, avec les grévistes guadeloupéens; pour ce véritable **Front Uni des collaborationnistes anti-ouvriers**, il faut avant tout éviter une lutte prolétarienne réelle: évoquer seulement la grève générale en Guadeloupe pourrait donner de mauvaises idées aux travailleurs...

Quant à Martine Aubry, la secrétaire du PS, après avoir déclaré qu'elle redoutait une extension du mouvement antillais à la France, elle a affirmé dans une interview au Parisien le 13/2: «*il faut tout faire pour que cela n'arrive pas*»!

Face à un gouvernement qui a décidé de ne rien céder aux travailleurs, face aux manœuvres des partis et organisations réformistes, les prolétaires antillais ne peuvent compter que sur la solidarité de classe des prolétaires de métropole; et cette solidarité ne peut se concrétiser que d'une seule façon: par l'**entrée en lutte véritable des prolétaires pour la défense de leurs seuls intérêts de classe!**

Les travailleurs antillais montent la voie: leur lutte n'est pas celle d'un peuple d'une île particulière, elle doit devenir celle de **tous les travailleurs**. Que, comme il y a 40 ans, leur lutte soit le signe avant-coureur de la reprise de la lutte générale des prolétaires de métropole!

Vive la grève générale des travailleurs des Antilles!

15/02/2009

vailler dans les conditions les plus productives, donc pour permettre de réduire son temps de travail absolu grâce à la masse et à l'efficacité du capital constant employé pendant le temps de travail.

Mais on produit périodiquement trop de moyens de travail et de subsistances pour pouvoir les faire fonctionner comme moyens d'exploitation des ouvriers à un certain taux de profit. On produit trop de marchandises pour pouvoir réaliser et reconvertir en capital neuf la valeur et la plus-value qu'elles recèlent dans les conditions de distribution et de consommation impliquées par la production capitaliste, c'est-à-dire pour accomplir ce procès sans explosions se répétant sans cesse.

On ne produit pas trop de richesse. Mais on produit périodiquement trop de richesse sous ses formes capitalistes, contradictoires.

La limite du mode de production capitaliste apparaît dans le fait que:

1. Avec la baisse du taux de profit, le développement de la force productive du travail donne naissance à une loi, qui, à un certain moment, entre en opposition absolue avec le propre développement de cette productivité. De ce fait le conflit doit être constamment surmonté par des crises.

2. C'est l'appropriation de travail non payé et le rapport entre ce travail non payé et le travail matérialisé en général, ou pour parler en langage capitaliste, c'est le profit et le rapport entre ce profit et le capital

utilisé, donc un certain niveau de taux de profit qui décident de l'extension ou de la limitation de la production, au lieu que ce soit le rapport de la production aux besoins sociaux, aux besoins d'être humains socialement évolués. [La production] stagne, non quand la satisfaction des besoins l'impose, mais là où la production et la réalisation de profit commandent cette stagnation.

CONSTITUTION DU PARTI DE CLASSE

L'absurdité du mode de production capitaliste apparaît à l'évidence dans les crises, de même que l'absurdité encore plus grande des divers remèdes qui prétendent résoudre les crises en réformant le capitalisme, en le purgeant de ses «excès», en le «démocratisant» ou en le faisant «contrôler» par l'Etat. On ne peut réformer ou contrôler le capitalisme pour lui faire servir les besoins véritables de l'espèce humaine; sa survie n'est pas possible sans crises à répétition, sans guerres, sans misère croissante de populations entières, y compris dans les pays les plus riches, et sans ravages toujours plus destructeurs de la nature; elle met de plus en plus en danger l'avenir de l'humanité. La société capitaliste devra nécessairement être remplacée par une nouvelle société et un mode de production qui ne soient plus basés sur la recherche du profit mais sur la satisfaction des besoins de tous, une société sans classes ni exploitation de classe, sans misère ni oppression: le **communisme**.

Cependant pas plus que les modes de production et les organisations sociales antérieures, jamais le capitalisme ne cédera la place sans combattre jusqu'au bout. Le conflit des forces productives et, en l'espèce, de la plus puissante d'entre elles, le prolétariat, devra être assumé et mené lui aussi jusqu'au bout contre le système politique qui protège le capitalisme et assure son fonctionnement: c'est-à-dire jusqu'à la **prise violente du pouvoir**, la **destruction de l'Etat bourgeois** et l'instauration de la **dictature du prolétariat**, passage indispensable non seulement pour réprimer la réaction bourgeoise mais aussi pour déraciner progressivement le capitalisme et réorganiser toute l'économie.

Mais cette tâche titanesque, le prolétariat, seule classe révolutionnaire dans cette société, pourra l'accomplir à la condition qu'il ait eu, au préalable, la force, pour reprendre les mots du *Manifeste Communiste*, de s'organiser en classe, **donc en parti**.

Travailler dès aujourd'hui à la constitution du parti de classe, telle est la tâche que pose objectivement la crise capitaliste aux prolétaires d'avant-garde!

(1) «Le secrétaire au Trésor américain parle d'une action permanente et, à notre conseil [européen- ndlr] du printemps nous avons été tout à fait alarmés par ça. Les Etats-Unis répètent toutes les erreurs des années trente (...). Toutes ces initiatives,

leur combinaison et leur permanence sont la voie de la catastrophe», cf «Financial Times, 26/3/09.

(2) Une bonne partie de ces réserves se trouvent sous forme de bons du trésor américain. Lors de son voyage en Chine, Hillary Clinton a adjuré les Chinois de continuer à en acheter (ce qui est nécessaire pour financer le déficit budgétaire US) en leur disant: «nous sommes dans le même bateau». Le problème pour les Chinois, c'est qu'ils n'ont aucun contrôle sur la direction que prend le bateau, c'est-à-dire sur la politique économique américaine...

(3) Le plan Geithner de sauvetage des banques lourdement endettées a été ainsi baptisé «plan pour les fonds vautours». Selon l'hebdomadaire économique américain «Business Week» (13/4/09), les Hedge Fund et les Banques d'investissement sont déjà à pied d'oeuvre pour exploiter au mieux ces opportunités spéculatives.

(4) Les chiffres sont tirés sur l'essentiel des séries statistiques publiées par l'hebdomadaire britannique «The Economist».

(5) Par exemple, en novembre dernier l'Institut des Etudes Stratégiques du Collège Militaire de l'armée américaine a publié une étude sur les risques d'une «violence civile généralisée»: la suite d'un «effondrement économique»: les bourgeois se préparent à des périodes difficiles.

(6) Selon «Business Week», 13/4/09.

(7) cf Marx, «Le Capital», Livre III, ch. XV (Ed. Sociales 1976, p 251-252).

La Grande Union contre la reprise de la lutte de classe

(Suite de la page 1)

des prolongements au 29 janvier et au 19 mars». L'alliance des syndicats «combattifs» Solidaire, où se retrouvent les SUD qui avaient dénoncé la CGT lorsque celle-ci a cassé la grève des cheminots de l'automne 2007, joue le rôle indispensable de caution de gauche de ce front des adversaires de la lutte.

C'est ainsi qu'après avoir signé la déclaration commune du 30 mars qui, comme prévu, renvoyait la prochaine «journée d'action» au premier mai, «Solidaires» a publié un communiqué: «Pour faire céder le patronat et son gouvernement, il faut plus!». Pour «Solidaires», si «l'unité syndicale dans l'action reste un élément déterminant», «la hauteur de la mobilisation (...) donnent la responsabilité à l'intersyndicale de proposer de nouvelles perspectives interprofessionnelles nationales très rapidement. (...) La question de la construction d'une grève générale interprofessionnelle doit être posée».

Après avoir si hardiment «posé la question», Solidaires est bien obligée de reconnaître que la réponse des autres syndicats est négative; mais l'unité syndicale étant déterminante dans l'action ou l'inaction! - il n'est pas question de rompre avec les autres syndicats: «A ce stade, les autres organisations ne partageant pas notre analyse sur la nécessité d'une grève interprofessionnelle. Mais l'idée fait son chemin, elle apparaît enfin dans le communiqué intersyndical, et elle sera débattue lors de la prochaine réunion, le 27 avril!» Difficile de se moquer plus effrontément des prolétaires qui voudraient engager la lutte pour défendre leurs intérêts: ils devront attendre que les grands chefs syndicaux vendus à la bourgeoisie soient démocratiquement convaincus...

LE RÔLE FUNESTE DE L'«EXTRÊME» GAUCHE

Politique dilatoire, ouvertement soutenue par le PCF (1), qui a une signification claire: laisser le champ libre au gouvernement et aux patrons dans la période actuelle de grave crise économique que traverse le capitalisme. Le quotidien «Le Monde» concluait: «Les syndicats cherchent les moyens d'éviter des conflits durs» (2). Les syndicats ont

beau refuser ostensiblement la volonté gouvernementale de les «associer à la gestion de la crise» (3), ils ont beau déclarer être solidaires des travailleurs qui séquestrent les patrons, dans les faits ils font leur possible pour assurer «l'apaisement» des tensions sociales et appeler au «dialogue» pour éviter les luttes. Cette conclusion évidente, les partis dits d'«extrême gauche» se refusent pourtant soigneusement à la reprendre publiquement. En se limitant aux quelques critiques superficielles indispensables pour ne pas se discréditer, ils **cachent** tout à fait consciemment aux travailleurs le rôle collaborationniste, c'est-à-dire **anti-ouvrier**, de ces appareils et de ce front syndical.

Dans l'édito de ses feuilles d'entreprise consacré au bilan de la journée du 19 mars, «Lutte Ouvrière» ne dit **pas un mot** de l'orientation syndicale; on peut seulement trouver dans son journal du 27 mars, un petit article de «critique» de l'unité syndicale.

La CGT expliquant que la nécessité de maintenir l'unité syndicale lui impose de tenir compte des Confédérations qui ne veulent pas une suite au mouvement, L.O. réplique que si la CGT proposait «publiquement d'aller vers une grève générale interprofessionnelle reconductible» comme le font «les syndicats du groupe Solidaires», cela «permettrait d'ailleurs aux militants de la CGT d'en discuter non seulement avec la masse des travailleurs, mais aussi avec les militants de ces confédérations et, pourquoi pas, de les convaincre, faisant ainsi pression sur leurs directions respectives».

Et si les dirigeants de la CGT s'abritent derrière l'unité syndicale pour ne pas parler des objectifs et de la politique propres de leur confédération, faut-il conclure qu'en fait ils n'ont pas de politique différente de celles des autres confédérations, dites plus modérées? (4). L.O. craint-elle d'effaroucher ses lecteurs en tirant une conclusion aussi tranchée que celle du très bourgeois quotidien «Le Monde»?

C'est plutôt qu'en évitant de dire la vérité sur l'action de ces organisations syndicales - y compris celles de «Solidaires», en dépit de ses phrases - L.O. évite d'avoir publiquement à la dénoncer et donc à faire mine au moins de la combattre aux yeux des prolétaires: elle se range donc parmi les soutiens de fait de cette alliance anti-lutte!

De son côté, le NPA dans un tract du 23 mars parle sobrement d'«un attentisme des directions syndicales qui ne répond pas à la situation»; et il appelle à «préparer les conditions de la grève générale (...) avec et dans les organisations syndicales, en se regroupant à tous les niveaux, locaux ou régionaux, syndicaux, politiques, associatifs ou avec de simples militants ou salariés, retraités et jeunes». Le regroupement, telle semble être la formule magique du NPA, et après tout c'est sur la base d'un regroupement sans principe, sans programme politique, dans le flou le plus complet pour ne se couper de personne, qu'il s'est créé!

LE MIROIR AUX ALOUETTES DE LA GRÈVE GÉNÉRALE

L'idée de grève générale, du «tous ensemble» est évidemment et justement populaire parmi les travailleurs qui ne se résignent pas à l'impuissance et qui sont bien conscients de la nécessité de l'action collective la plus nombreuse possible pour faire plier patrons et gouvernement.

Mais comment les appareils syndicaux qui sabotent journellement la mobilisation et les luttes prolétariennes pourraient-ils décider une grève générale avec un autre objectif que de faire tomber la pression et dissiper de manière inoffensive le mécontentement des travailleurs? Sont-ils aujourd'hui moins collaborationnistes que dans les décennies précédentes, lorsqu'il leur arrivait d'appeler de temps à autre à une journée de grève générale pour maintenir leur contrôle sur les masses ouvrières?

Quant aux grands mouvements de grève générale illimitée comme en 36 et 68, ils ont été déclenchés spontanément par les travailleurs, en dehors des grandes organisations syndicales «responsables» (devant la bourgeoisie!). Mais ce sont ces mêmes organisations syndicales, débordées initialement par la masse des travailleurs en lutte, qui, lors de son reflux, ont cependant repris contrôle du mouvement et l'ont ramené dans un cadre compatible avec les intérêts de l'économie capitaliste.

Il en serait de même aujourd'hui si un mouvement du même type éclatait à l'improviste; la seule différence est qu'à la différence des «gauchistes» de 68, soigneusement tenus à l'écart des ouvriers par la CGT et les autres syndicats inquiets d'une éventuelle contagion «révolutionnaire», les partis d'extrême gauche seraient maintenant **les auxiliaires les plus zélés** des appareils syndicaux

collaborationnistes! Leurs phrases sur la grève générale - ou plutôt sur une *grève interprofessionnelle reconductible*, pour reprendre l'insipide jargon syndical qu'ils préfèrent employer - ne servent qu'à camoufler leur rôle de larbin du réformisme politique et syndical (5), ce défenseur invétéré du système capitaliste dont il ne critique que les «excès» ou les «dérives». Un grand mouvement d'ensemble de la classe, à supposé qu'il éclate, ne ferait pas magiquement disparaître tous les obstacles à la lutte de classe, il les rendrait seulement peut-être plus évidents aux yeux des larges masses.

Le problème donc qui se pose et qui se posera avec toujours plus d'acuité aux prolétaires conscients, dans les mouvements partiels et limités comme dans ceux plus larges, c'est celui du retour aux méthodes, aux moyens et à l'organisation classiste de la lutte, indépendamment des appareils de la collaboration des classes; c'est celui de la lutte sur tous les terrains, pratique et organisationnel, mais aussi politique, pour la reconstitution d'une force de classe, inévitablement minoritaire au départ mais qui se pose comme objectif celui de **diriger** le combat de tous les travailleurs.

C'est enfin, celui de contribuer à la reconstitution de l'organe politique spécifique de la lutte de classe à tous ses niveaux, le **parti communiste authentique, internationaliste et international**, sur la base du **programme marxiste invariant** qui a guidé les générations passées de prolétaires dans l'affrontement avec le capitalisme mondial.

(1) Au nom de la «démocratie sociale»: «Ne cherchons pas à remplacer les syndicats. (...) Il faut laisser les salariés décider de leur lutte. La démocratie sociale ça existe, il faut la faire respecter». Déclaration de la secrétaire du PCF, le 20 mars, en réponse aux critiques devant l'attribution des syndicats. Sans commentaire...

(2) cf «Le Monde», 21/3/09

(3) Selon l'expression du quotidien patronal «Les Echos» (10/04/09).

(4) cf «Lutte Ouvrière» n°2121, 27/3/09.

(5) Ils ambitionnent en fait de prendre la place du réformisme politique en perte de vitesse et ils en rajoutent donc en stupidité réformiste. Dans le n°2 du nouvel hebdomadaire du NPA «Tout est à nous», il y a un article argumentant leur proposition d'interdire les licenciements. L'argument n°3 c'est «responsabiliser le patronat» (qui serait aujourd'hui irresponsable)!

Israël, sanglant bourreau de l'ordre capitaliste mondial

(Tract diffusé par nos camarades)

Samedi soir 3 janvier, après une semaine de bombardements aériens qui ont fait plus de 450 morts et plus de 2000 blessés, l'armée israélienne vient de commencer son offensive terrestre à Gaza.

Ses responsables militaires avertissent que l'opération sera «longue». L'odieuse propagande israélienne, relayée par la plupart des médias internationaux, présente cette sanglante attaque comme une «riposte» aux tirs des «terroristes» du Hamas au pouvoir à Gaza.

Elle «oublie» de dire qu'Israël impose depuis dix-neuf mois au million et demi d'habitants de Gaza un blocus (devenu total depuis une an) qui a plongé la plus grande partie de la population dans la misère (alors que quelques profiteurs s'enrichissent de la contrebande, 80% de la population a plongé sous le seuil de pauvreté), provoquant un chômage de masse (près de 65% de la population active) et la faim (60% des enfants seraient sous-alimentés).

Quand c'est le Hamas, et non, comme ils l'espéraient, les courants les plus collabos, qui a remporté les élections à Gaza en janvier 2006, les *démocratiques* gouvernements israélien et américain ont déclaré qu'ils allaient «étrangler» ce gouvernement; les *démocratiques* gouvernements européens ont appuyé en supprimant les «aides humanitaires» à Gaza (sauf celles destinées à payer la police!), et les un peu moins démocratiques gouvernements arabes de la région ont suivi. Ces pressions économiques politiques et militaires se sont poursuivies jusqu'à l'imposition du blocus du territoire avec l'aide de l'Egypte (qui contrôle l'un des points de sortie de Gaza), lorsque les partisans du Fatah (armés par Israël) ont été militairement battus par ceux du Hamas.

Parti réactionnaire, religieux et anti-ouvrier, le Hamas a gagné les élections à cause de la colère de la population contre l'incurie et la course à l'enrichissement des dirigeants du Fatah; il s'est aussi présenté comme un adversaire irrécusable de la domination israélienne. Cependant, dès son élection, il a multiplié les gestes d'ouverture en direction d'Israël. Mais pour le gouvernement israélien comme pour ses parrains impérialistes, cela ne suffisait pas du tout: ce qu'ils veulent à Gaza c'est des autorités **entièrement à leur botte**, des **garde-chiourme obéissants**, occupés seulement à contrôler la population, comme c'est le cas de l'«autorité palestinienne» de Mahmoud Abbas en Cisjordanie! **La «démocratie» doit servir aux intérêts colonialistes et impérialistes, sinon elle ne vaut rien...**

Israël a rompu la trêve discrètement négociée avec les «terroristes» du Hamas au mois de juin, en tuant 14 palestiniens de Gaza en novembre et 8 autres en décembre (4 palestiniens avaient déjà été tués par l'armée israélienne en Cisjordanie en octobre): la riposte inévitable du Hamas avec le tir de ses roquettes artisanales, donnait le prétexte nécessaire à l'attaque. Selon la presse israélienne (cf *Haaretz*, 31/12/08), cette opération militaire a en réalité commencé à être préparée il y a 6 mois, au moment-même des négociations pour la trêve, l'armée israélienne ayant besoin de temps pour recueillir suffisamment d'informations sur les positions du Hamas et les «groupes militants» existant à Gaza!

COMPLICITÉ DIRECTE DES ETATS-UNIS, DE LA FRANCE ET DES ETATS ARABES

Les Etats-Unis ont officiellement approuvé l'attaque israélienne. Mais une opération de cette ampleur n'a pas pu ne pas recevoir, **au préalable**, leur feu vert; c'est ce que démontre d'ailleurs le fait que le Congrès américain ait autorisé en septembre la livraison à Israël de redoutables bombes à l'uranium appauvri (qui ont fait des ravages en Yougoslavie et en Irak); les premières livraisons ont eu lieu début décembre de façon que les bombes ont pu être larguées sur Gaza dès le début des bombardements. De leur côté tous les gouvernements européens se sont bien gardés de condamner l'attaque israélienne (quand ils ne l'ont pas approuvé comme Kouchner ou la nouvelle présidence tchèque de l'Europe); au mieux ils ont hypocritement appelé à un «cessez-le-feu humanitaire» pour se donner bonne conscience vis-à-vis de leur opinion publique. Les actes sont plus éclairants que les discours creux: sous impulsion française, le 8 décembre, après que le parlement-croupion européen ait décidé de surseoir à la signature de cet accord à cause de la situation en Palestine (tant pis pour les rares benêts qui croient encore aux élections européennes!), les ministres des affaires étrangères des 27 pays européens ont décidé à l'unanimité d'accélérer le processus de *«rehaussement»* des relations avec Israël, de façon à lui conférer un statut de quasi-Etat membre. Il fallait faire vite, une telle décision étant un peu plus difficile à justifier en pleine guerre... Quant à la Russie, membre du «quartette» censé être responsable de la progression des dites «négociations de

paix», elle est trop intéressée par le développement de ses relations économiques avec Israël (principalement en matière d'armement) pour songer à lui faire des misères.

Enfin, avant de déclencher son attaque, le gouvernement israélien est allé en informer le gouvernement égyptien qui, apparemment, n'a pas manifesté de désaccord (cf *Haaretz*, ibid.): voilà ce qui dit tout sur la sincérité de la «condamnation» par l'Egypte, après quelques jours, des bombardements israéliens... Tout comme lors de la guerre du Liban, la plupart des Etats arabes souhaitent la victoire des armées israéliennes afin d'en finir avec le danger potentiel pour la stabilité de l'ordre bourgeois que représentent les masses palestiniennes: même si par extraordinaire Israël l'acceptait, il serait impossible de leur accorder le droit à l'autodétermination, c'est-à-dire le droit de former un véritable Etat, sans bouleverser les équilibres régionaux et, surtout, sans donner un encouragement à la lutte sociale de tous les opprimés de la région.

Depuis 15 ans, depuis qu'ont été signés les prétendus «accords historiques de paix» à Camp David sous l'égide des Etats-Unis et avec la bénédiction de la «communauté internationale», les organisations nationalistes qui alors ont accepté d'abandonner la lutte pour se consacrer aux affaires, se sont intégrées à la bourgeoisie palestinienne des Territoires Palestiniens; mais la situation des prolétaires et des masses palestiniennes n'a pas cessé de se détériorer, la colonisation n'a pas cessé de s'étendre et Israël n'a pas cessé de se renforcer. Les organisations religieuses, Hamas en tête, qui ont pris la relève des formations nationalistes faillies, ne peuvent constituer une alternative réelle pour les masses opprimées et exploitées de Palestine, car, outre le fait qu'elles ont déjà fait la preuve de leur caractère antiprolétarien en brisant des grèves, elles ne cherchent, en bonnes **organisations bourgeoises**, qu'à trouver une place dans l'ordre impérialiste régional.

Or, c'est cet **ordre impérialiste**, dont Israël est le plus solide pilier et le plus sanglant homme de main, mais pas l'auteur, qui est en définitive le responsable de l'oppression des Palestiniens. Sans l'appui politique, mais aussi et surtout économique, financier et militaire des Etats-Unis, et aussi des Etats européens, l'Etat juif n'aurait pas la force d'entretenir une des plus fortes armées du monde et de mener ses guerres perpétuelles; sur le plan intérieur il n'aurait pas la force d'obtenir cette solide «union sacrée» entre les classes qui est le véritable secret de sa puissance militaire. Chacun sait que cette «communauté internationale», c'est-à-dire les grands et moins grands Etats bourgeois qui dominent le monde, n'ont jamais rien fait de concret pour obliger l'Etat israélien à respecter les innombrables résolutions votées à l'ONU ou les innombrables accords de paix signés à grand spectacle. Dans la politique internationale comme dans les rapports entre les classes sociales, ce sont **les intérêts des plus puissants qui priment** et c'est **la force qui commande**.

Les masses palestiniennes ne sont pourtant pas éternellement condamnées à être écrasées sous le talon de fer israélien et impérialiste, de la même façon que les prolétaires de tous les pays ne sont pas éternellement condamnés à être exploités et à servir de chair à canon. **La lutte révolutionnaire des prolétaires**, de ceux qui n'ont rien à perdre que leurs chaînes, est capable de venir à bout de l'ordre impérialiste mondial et de tous les Etats bourgeois, car ce sont eux dont l'exploitation fait fonctionner dans tous les pays le capitalisme; ils détiennent ainsi une **force supérieure à celle des Etats bourgeois**, la force de renverser le capitalisme, pourvu qu'ils retrouvent la voie de la lutte et de l'organisation de classe, révolutionnaire et internationale par nature.

Les prolétaires des pays impérialistes ont une responsabilité toute particulière, car l'Etat israélien a un besoin vital de l'aide de «leurs» Etats, de «leurs» impérialismes, pour continuer ses crimes en Palestine. En reprenant la lutte de classe anticapitaliste, ils apporteraient une aide décisive aux masses palestiniennes par l'affaiblissement de cette aide; surtout ils indiqueraient aux prolétaires palestiniens (et du monde) la seule façon de combattre efficacement l'oppression, tout en contribuant à la rupture du prolétariat juif d'Israël avec sa bourgeoisie. Cette perspective n'est pas facile ni immédiate, mais elle est infiniment plus **réaliste** que les appels pour que la «Communauté internationale» ou l'ONU fasse respecter le «droit», ou les vœux pour que reprennent les «négociations de paix» qui depuis des décennies n'ont abouti qu'à des guerres et des massacres répétés.

La seule solidarité avec les masses palestiniennes qui ne soit pas un vain mot, passe par **la reprise de la lutte prolétarienne ici-même, contre le capitalisme et l'Etat bourgeois français** - historiquement bien plus criminel encore que l'Etat israélien. Il n'y a pas de tâche plus urgente aujourd'hui que de travailler à préparer cette reprise, à oeuvrer à la rupture des travailleurs avec les organisations de collaboration des classes qui les paralysent, et à reconstituer le futur organe indispensable à la lutte prolétarienne: **le parti de classe internationaliste et international** qui aura pour tâche d'unifier la lutte des prolétaires et des opprimés du monde pour faire triompher la révolution communiste internationale nécessaire pour renverser le capitalisme mondial.

4 janvier 2009

A propos de la solidarité avec les masses palestiniennes L'impasse du concrétisme et de l'immédiatisme

Notre tract sur Israël nous a valu, comme à l'accoutumée, diverses réactions hostiles à une position de classe, ces réactions hostiles étant souvent «justifiées» au nom de la nécessité du «concret» ou de l'«urgence».

Etant donné que ce type de critique revient régulièrement, il n'est peut-être pas inutile de s'y attarder, en prenant un exemple précis.

Un internaute nous a interpellé en ces termes: «Le Parti Communiste International parle beaucoup de la lutte «prolétarienne» et de la glorieuse révolution contre le capitalisme mondial. Mais vous ne dites pas un seul mot sur quelles mesures pratiques les «prolétaires» peuvent prendre pour aider les Palestiniens».

Cette réaction pourrait se comprendre: devant le spectacle des bombardements et massacres quotidiens, il est naturel de vouloir venir en aide immédiatement aux victimes au point qu'évoquer une perspective à long terme peut même paraître suspect. Mais l'immédiatisme est toujours la justification de tous les opportunistes, de toutes les déviations qui en définitive **retardent** ce qu'elles

veulent accélérer. Notre critique continuait en effet:

«Vous ne dites pas un seul mot sur par exemple une campagne de boycott et de protestation contre les entreprises/personnes qui font des affaires avec Israël, l'organisation de boycott de produits israéliens, démasquer ou s'opposer au lobby israélien, organiser des protestations devant les bureaux et sièges spécifiques gouvernements ou de politiciens, ou devant les consulats/ambassades Israéliennes ou les résidences des ambassadeurs ou consuls, etc. Votre but semble être avant tout de vous faire de la publicité!»

Il y a des tas de choses qu'il est possible de faire avant d'avoir la possibilité de renverser le capitalisme mondial. Tant que nous n'entendons rien de concret, votre discours est aussi vide que celui des gouvernements occidentaux et arabes (...).»

On voit que les «tas de choses» qu'il est possible de faire» auraient été absolument impuissantes à faire cesser les bombardements et les massacres: aucun boycott, aucune manifestation de protestation ne pouvait

arrêter une action militaire décidée et planifiée depuis des mois avec l'accord des parrains impérialistes américains! Ces propositions, qui donnent l'impression de «faire quelque chose» alors qu'elles ne représentent qu'un pâle succédané de ce qui devrait être, dans d'autres circonstances, une solidarité prolétarienne, reviennent en définitive à **détourner** les énergies existantes du seul terrain sur lequel elles pourront demain être efficaces, le terrain de la lutte de classe. En se donnant comme objectif de faire pression sur l'«opinion publique» interclassiste voire sur les structures étatiques; en préconisant une action des «consommateurs» toutes classes mêlées et non une action propre des travailleurs en tant que membres de la seule classe capable de s'opposer frontalement au capitalisme et à l'Etat bourgeois; ou en voulant faire condamner les «crimes de guerre» israéliens par les organisations démocratico-impérialistes internationales, ce genre d'orientations démontrent qu'elles sont un **obstacle direct** sur la voie qui mène à la reconstitution d'une force de classe prolétarienne.

Prétendre sentencieusement qu'il est impossible de faire quoi que ce soit, qu'aucune action de solidarité prolétarienne n'est possible, tant que le capitalisme mondial n'est pas renversé, ne pourrait venir à l'esprit que de ceux qui veulent camoufler derrière des phrases un indifférentisme coupable vis-à-vis de la situation des prolétaires et des masses des pays sous le joug des grands impérialismes.

Mais refuser au nom de l'«urgence» et du «concret» toute orientation classiste ne peut venir que d'**adversaires** de la lutte prolétarienne anticapitaliste. Car enfin, ce que notre texte mettait en évidence, c'est que sans le soutien sans faille des grands Etats impérialistes, les Etats-Unis bien sûr au premier plan, mais aussi les Etats européens et la Russie, ainsi que le soutien implicite des Etats arabes les plus influents, l'Etat israélien ne pourrait continuer ses guerres, ses colonisations et ses exactions en tout genre. Ce qui peut desserrer l'étau qui broie les masses palestiniennes depuis des décennies, ce ne sont pas des campagnes d'opinion, des boycotts ciblés d'entreprises commerçant avec Israël ou des manifestations devant les ambassades de ce pays, etc., mais le développement de luttes prolétariennes réelles et réellement anticapitalistes dans ces Etats. Avant que le

prolétariat trouve la force de menacer la survie du capitalisme, il pourrait paralyser les envois d'armements ou, pour rester au cas français, organiser des protestations musclées contre l'envoi d'un navire de guerre patrouiller au large de Gaza pour aider le blocus israélien (1), faire de l'agitation en ce sens au sein de l'armée (aujourd'hui les syndicats se gardent bien sûr de toute mobilisation des travailleurs!), etc. On peut rappeler l'action du jeune PCF dans les années vingt contre la guerre du Rif (Maroc), qui s'était concrétisée non seulement par des manifestations mais par une grève nationale, des agitations au sein de la marine de guerre, etc; indépendamment des critiques qui peuvent être faites au déroulement de cette action, il s'agit là d'un exemple tout à fait concret de ce qu'il est possible de faire lorsque les circonstances le permettent.

Et une véritable action de solidarité prolétarienne aurait comme conséquence de faciliter la rupture des prolétaires non seulement palestiniens mais aussi israéliens avec leur bourgeoisie en leur démontrant que la lutte de classe internationaliste est la seule façon de combattre efficacement l'oppression et l'exploitation.

Nous n'en sommes pas là? Evidemment non. Une telle orientation prolétarienne n'est pas facile à mettre en oeuvre? Sans aucun doute. Elle ne peut pas être immédiate? Malheureusement pas.

Mais alors que des décennies d'agitations démocratiques n'ont eu d'autre effet que de réduire toujours plus les prolétaires et les masses à l'impuissance, il n'y a pas aujourd'hui de tâche plus urgente, dans cette question de la lutte contre l'impérialisme et le sionisme comme dans les autres, que de travailler à préparer la reprise de la lutte de classe, sur les plans théoriques, politiques et organisationnels. A commencer par la critique impitoyable de toutes les fausses solutions, de tous les immédiatismes, de tous les démocratismes, de tous les collaborations de classe...

(1) Le 23 janvier la France a dépêché vers Gaza la frégate porte-hélicoptère «Germinal» qui croisait au large du Liban dans le cadre de la FINUL. Selon le communiqué de l'Elysée, ce navire devait «participer à la lutte contre la contrebande d'armes (...) en coopération avec Israël et l'Égypte». Cette participation militaire directe de la France au blocus de la bande de Gaza n'a guère suscité de réaction en dehors des milieux pro-palestiniens...

« Il Comunista » n° 112 - Aprile 2009 Nell'interno

- Crisi capitalistica e necessità del comunismo
- Accordo-capestro sui contratti triennali. Lotta di classe contro la riduzione dei salari!
- Immigrati: terremotati invisibili
- Terremoto in Abruzzo: Una catastrofe annunciata
- Terremoto: macerie e ricostruzione
- In Cina rallenta la crescita economica, ma le banche continuano ad aumentare i loro profitti
- Acido indifferenzismo
- Delle crisi cicliche del capitalismo, del loro inevitabile e storico sbocco nella guerra guerreggiata e della sola e decisiva soluzione storica rappresentata dalla rivoluzione proletaria (RG)
- La donna e il socialismo (A. Bebel)
- La tragedia del proletariato tedesco nel primo dopoguerra
- R. Luxemburg: Assemblea Nazionale o Governo dei Consigli?
- Divieto di sciopero
- SLL: facilitare la concorrenza tra proletari o riguadagnare il terreno della lotta unitaria di classe (il proletario)
- Solidarietà di classe con i lavoratori delle Antille in sciopero generale!
- Sul caso Eluana Englaro

Journal bimestriel en italien. Le numéro: 1,5 €, 5 FS, £ 1,5 - Abonnement: 8 €, 25 FS, £ 6 - Abonnement de soutien: 16 €, 50 FS, £ 12

Grèce : Que la colère des chômeurs et des étudiants se transforme en combativité pour la reprise de la lutte de classe du prolétariat!

Assassins, assassins! C'est le cri qui retentit dans les manifestations des étudiants et des chômeurs à Athènes, Salonique, Patras, Corfou et dans beaucoup d'autres villes de la Grèce démocratique et républicaine.

Samedi 6 décembre, dans le quartier Exarchia d'Athènes voisin de l'Ecole Polytechnique, Alexis Grigoropoulos, de bonne famille, a été foudroyé par une balle tirée avec une froide détermination par un policier en patrouille dans ce quartier connu pour ses locaux fréquentés par des jeunes, des artistes et des intellectuels, multi-ethnique et place-forte de la dite extrême gauche. C'est l'étincelle qui a fait exploser une colère retenue depuis longtemps et qui depuis des jours tient la Grèce sous pression.

La situation sociale est depuis longtemps instable; le chômage augmente de mois en mois, pour les jeunes, en Grèce comme dans toute l'Europe, la perspective devient de plus en plus la précarité et l'incertitude de vie complète. Après avoir donné l'illusion, dans la période d'expansion, de garantir aux jeunes générations un avenir de prospérité et de bien-être, le capitalisme a brisé toutes les espérances: la crise économique qui a conduit les banques à fermer les cordons de la bourse du jour au lendemain, s'est ajoutée à une corruption généralisée parmi les milieux dirigeants et à un budget qui ne promet que des sacrifices.

De tous temps la police a utilisé les méthodes les plus brutales et les plus expéditives envers les «jeunes révoltés», dans le cadre de la politique aveugle et méprisante d'une

classe dominante bourgeoise persuadée de pouvoir contrôler les poches de rébellion et de s'assurer le soutien de l'opinion publique grâce à la «tolérance zéro» vis-à-vis de ceux qui sont appelés tour à tour «anarchistes insurrectionnels», «black block», «inadaptés», «squatters», «enragés», «vandales», et ainsi de suite.

Le malaise social que la crise capitaliste provoque surtout parmi la classe prolétarienne et chez les jeunes y compris de la petite bourgeoisie, elle aussi frappée par les difficultés économiques et redoutant un avenir difficile, est sans aucun doute la cause d'une colère qui est prête à exploser en toute occasion, avec plus ou moins de violence selon la quantité de matière explosive accumulée. Le gouvernement grec va chercher à éteindre d'une façon ou d'une autre l'incendie de ces derniers jours, peut-être en envoyant devant la justice les policiers «coupables» du meurtre du jeune Alexis. Et il trouvera inévitablement un soutien indirect chez les partis dits de gauche ou d'extrême gauche toujours prêts à se lamenter sur la «démocratie bafouée», les «atteintes aux droits de l'homme», à parler de climat comparable à celui de «la dictature des colonels» au nom d'une démocratie véritable, comprenant les problèmes des jeunes et attentive à l'avenir des nouvelles générations.

Mais c'est sous la démocratie que les ouvriers sont exploités jusqu'à la mort et que les jeunes sont assassinés par les flics!

La colère, la combativité des jeunes chômeurs et étudiants ne peut trouver une orien-

tation et un objectif solide pour lequel il vaut la peine de se battre, que dans la lutte de classe, dans la lutte que mène par le prolétariat car c'est la seule force sociale qui peut assurer l'avenir: le prolétariat est en effet la seule classe qui, en période d'expansion comme en période de crise, n'a aucun intérêt à la conservation de la société capitaliste; une société où toutes les richesses produites sont accaparées par une petite minorité bourgeoise, tandis que la majorité prolétarienne de la population qui est exploitée par le capitalisme pour produire ces richesses, est condamnée à tomber périodiquement dans la misère et la faim, quand ce n'est pas dans les horreurs de la guerre.

-Pour la reprise de la lutte de classe prolétarienne!

-Pour l'unité des chômeurs et des travailleurs occupés, des jeunes et des vieux, des immigrés et des indigènes, dans la lutte pour la défense intransigeante et exclusive des conditions de vie et de travail prolétariennes!

-Que le meurtre d'un jeune par la police ne s'ajoute pas sans réaction aux centaines de morts au travail causés par l'avidité capitaliste!

-Que la révolte ne soit pas la simple manifestation plus que justifiée de la tension sociale, mais qu'elle soit un premier pas vers la reprise de la lutte prolétarienne organisée contre tous les intérêts bourgeois, présents et à venir!

10/12/2008

A propos de 1968 en Italie: Lutte Ouvrière, les étudiants et les «bordiguistes» (2)

(La première partie de cet article qui critique la publication par L.O. d'un article de leur section italienne critiquant entre autres la «tendance bordiguiste» est parue sur le n° 490 du «Prolétaire»)

Les couches à la pointe de ces agitations élaboraient des théorisations, adoptaient des modes et des comportements correspondant le mieux à leurs aspirations et exprimant leur malaise, les idéologies conformistes alors régnantes ne pouvant plus jouer ce rôle. Elles cherchèrent un contact avec la classe ouvrière, non pour se rallier à un mouvement prolétarien révolutionnaire inexistant, mais pour trouver des alliés dans leurs aspirations à réformer («moderniser» dit-on aujourd'hui) la société. Révolutionnaires en paroles, les groupes soixante-huitards qui fleurirent sur cette base, empruntaient directement leur idéologie, leurs programmes, leurs orientations au réformisme anticommuniste stalinien, mâtiné de doses plus ou moins fortes d'un esprit libertaire petit-bourgeois.

Ce fut le cas en Italie y compris de la frange la plus «extrémiste» du mouvement qui se lança dans la lutte armée en reprenant les orientations de la Résistance antifasciste, politiquement démocratique et bourgeoise, avec la perspective de pousser le PCI à abandonner ses projets de «compromis historique» avec la Démocratie Chrétienne et à revenir sur ses positions de l'époque stalinienne.

Il ne faut pas sous-estimer l'influence désastreuse exercée sur les éléments prolétariens tendant à rompre avec la domination du réformisme classique, par ces courants qui débataient des discours sur la «révolution» et la «lutte de classe», mais pour mieux dissimuler qu'ils n'étaient ni révolutionnaires ni classistes. Les travailleurs combattifs relativement nombreux dans ces années où se déroulèrent des vagues de grèves, se heurtaient avant tout à l'obstacle écrasant du collaborationnisme de matrice stalinienne; mais ils rencontrèrent aussi, et probablement davantage en Italie qu'ailleurs, l'obstacle pernicieux du réformisme extraparlamentaire né de 1968.

* * *

Contre ceux qui exaltaient «le mouvement étudiant», nous écrivions à l'époque:

«Il n'est nullement exclu, qu'individuel-

lement, des étudiants se détachent à la fois du mouvement corporatif de leur catégorie et des tendances faussement extrémistes qui y fleurissent, pour adhérer à la cause du prolétariat, c'est-à-dire au programme et au parti de classe.

Non seulement ce n'est pas exclu, mais dans une situation révolutionnaire ou prérévolutionnaire cela ne saurait manquer de se produire [comme le prévoyait le Manifeste Communiste] (...). Mais tout cela n'a strictement rien à voir avec le rôle du mouvement étudiant en tant que tel. (...) Fût-il aussi influencé par le marxisme révolutionnaire qu'on voudra (...), le mouvement étudiant reste le mouvement étudiant, avec toute l'hétérogénéité politique et l'attachement organique à la société bourgeoise qui l'engendre que cela suppose (...).

C'est pourquoi, répudiant tout ouvriérisme et prêts à accueillir dans les rangs du parti quiconque, **quelle que soit son origine sociale**, qui non seulement adhère à son programme mais en accepte la discipline, nous repoussons par contre la suggestion opportuniste qui inspire, au fond, la puérole croyance dans le «rôle révolutionnaire» du «mouvement étudiant» vis-à-vis du prolétariat.

Cette suggestion étant en fait dictée «par l'espoir insensé de trouver une voie plus courte et plus facile (...) pour arracher le prolétariat [au réformisme]» et de «réaliser cette dure conquête, tout de suite, à une échelle de masse, grâce à la notoriété et à la sympathie que les étudiants se sont acquis parmi les ouvriers les plus enclins à la résistance au Capital et à son Etat.

Cette perspective peut séduire ceux qui ne se sentent pas de vocation pour une lutte très longue, très ingrate et souvent très décevante et qui voudraient de **grands** résultats dans l'**immédiat**. Le malheur est qu'elle est fautive» (3).

Quarante ans après, il n'est pas très difficile de constater que la position de la «tendance bordiguiste» vis-à-vis du mouvement étudiant a été amplement **confirmée**, alors qu'au contraire ceux qui ont suivi l'orientation préconisée encore aujourd'hui par «L'Internationale» n'ont en rien **accélééré la construction du parti de classe** (comme l'écrit la version originale italienne de l'article).

D'ailleurs, «Lutte Ouvrière» combattait alors l'orientation qu'elle publie maintenant sur ses pages: elle accusait les groupes trots-

kystes concurrents qui intervenaient dans ce milieu d'avoir abandonné la classe ouvrière pour la petite-bourgeoisie.

Mais il est vrai que pour, sinon accélérer, au moins préserver la construction de son organisation, elle a renié bien d'autres choses!

Tout est possible au royaume du trotskysme - tout, sauf le retour aux véritables positions marxistes dont Trotsky a été l'un des plus grands défenseurs, en dépit de ses erreurs qui ouvrirent la voie à la dégénérescence fatale du mouvement qui porte son nom ...

(1) La catastrophe provoquée par le débordement de l'Arno le 4 novembre 66, après des pluies diluviennes, fit un grande impression en Italie.

L'Etat et toutes les forces bourgeoises suscitérent une mobilisation de grande ampleur, dans un climat d'union nationale. Le quotidien du PCI appelait à «l'union de tous» pour la renaissance des zones frappées et à la solidarité indistinctement envers «les citoyens, les artisans, les commerçants, les opérateurs économiques et les travailleurs». Les organisations religieuses comme celles liées au PCI organisèrent la venue de milliers d'étudiants et de jeunes, les autorités lancèrent des souscriptions et les syndicats proposèrent aux ouvriers d'abandonner une demi-journée de salaire pour venir en aide aux victimes. Il est très instructif que pour «L'Internationale» cette mobilisation soit l'une des origines du mouvement étudiant de 1968!

Nos camarades à l'inverse dénoncèrent cette mobilisation bourgeoise et lancèrent les mots d'ordre: «Aucune solidarité avec la bourgeoisie et son Etat», «Aucun argent ni au gouvernement ni aux syndicats opportunistes!».

Dans l'un des articles parus sur le journal du parti on pouvait lire: «Nous disons aux travailleurs: comme qu'il n'existe aucun intérêt commun entre vous et vos patrons, aucune solidarité ne doit être donnée à cette classe et à son Etat, que vous devez au contraire vous préparer à supprimer. (...) Que la bourgeoisie, les boutiquiers, les commerçants, les opérateurs économiques se débrouillent tous seuls. Quand ils auront remis debout leurs

(Suite en page 6)

Rosa Luxemburg

Assemblée Nationale ou Gouvernement des Conseils

Rosa Luxemburg a écrit cette critique implacable du parlementarisme directement sous le feu des événements de l'hiver 1918 en Allemagne. Sous l'influence des Sociaux Démocrates «majoritaires», le Congrès des Conseils ouvriers allait abdiquer toute prétention au pouvoir de façon à ouvrir la voie à l'élection d'une Assemblée nationale parlementaire classique; cette reddition devant la démocratie bourgeoise des organes censés exprimer la volonté du prolétariat en lutte, était évidemment un abandon de la perspectives de la révolution prolétarienne. L'article de Luxemburg est particulièrement instructif lorsqu'on sait que quelques semaines plus tard, lors de la fondation du Parti Communiste, elle bataillera avec les autres dirigeants spartakistes contre les courants antiparlementaires, il est vrai très confus, qui y prédominaient; ou que quelques années auparavant, elle reprochait à l'opportunisme d'un Jean Jaurès d'apporter de l'eau au moulin des adversaires de l'action parlementaire dans le parti français! Tout en critiquant les phrases sur la «vraie démocratie» la Gauche communiste d'Italie établira que l'antiparlementarisme n'est pas une pratique réservée aux seules brèves périodes d'effervescence révolutionnaire, mais qu'elle doit également se mener, à contre-courant, dans les périodes de calme social, quand l'intoxication des masses prolétariennes par l'opium démocratique est la plus profonde.

C'est en ces termes qu'est formulé le deuxième point de l'ordre du jour du Congrès des conseils d'ouvriers et de soldats, et c'est en effet la question cardinale de la révolution dans le moment présent. Ou l'Assemblée Nationale, ou tout le pouvoir aux conseils d'ouvriers et de soldats; ou le renoncement au socialisme, ou la lutte de classes la plus rigoureuse contre la bourgeoisie, avec le plein armement du prolétariat: tel est le dilemme.

Il y a un plan idyllique, qui prétend réaliser le socialisme par la voie parlementaire, par la simple décision d'une majorité. Ce rêve rose ne tient même pas compte de l'expérience historique de la révolution bourgeoise; sans parler du caractère spécifique de la révolution prolétarienne.

Comment les choses se sont-elles passées en Angleterre? C'est là qu'est le berceau du parlementarisme bourgeois, c'est là qu'il s'est développé le plus tôt, avec le plus de force. Lorsqu'en 1649 l'heure de la première révolution bourgeoise moderne sonna en Angleterre, le parlement anglais avait déjà derrière lui une histoire plus que trois fois centenaire. C'est pourquoi le parlement devint, dès le premier moment de la révolution, son centre, son rempart, son quartier général. Le fameux «Long Parliament» a vu sortir de son sein toutes les phases de la révolution anglaise. Depuis les premières escarmouches entre l'opposition et la puissance royale, jusqu'au procès et à l'exécution de Charles Stuart, ce parlement fut, entre les mains de la bour-

geoisie ascendante, un instrument insurpassable, parfaitement adapté.

Et qu'advint-il?

Ce même parlement dut créer une «armée parlementaire spéciale, que des généraux choisis dans son sein conduisirent au combat, pour y mettre en déroute complète, au cours d'une guerre civile longue, âpre et sanglante, le féodalisme, l'armée des «cavaliers» fidèles au roi. Ce ne fut pas dans les débats de l'Abbaye de Westminster, qui était pourtant alors le centre spirituel de la révolution, mais sur les champs de bataille de Marstonmoor et de Naseby, ce ne fut point par les brillants discours prononcés au parlement, mais par la cavalerie paysanne, par les «Côtes-de-Fer» de Cromwell que se décida le sort de la révolution anglaise. Et son développement conduisit du parlement, au travers de la guerre civile, à l'«épuration» par la force, à deux reprises, de ce même parlement, et, finalement, à la dictature de Cromwell.

Et en France? C'est là qu'est née l'idée de l'Assemblée Nationale. Ce fut, dans l'histoire mondiale, une géniale inspiration de l'instinct de classe, lorsque Mirabeau et les autres déclarèrent en 1789: «Les Trois Etats, jusqu'à maintenant toujours séparés, la Noblesse, le Clergé et le Tiers-Etat, doivent dorénavant siéger en commun en tant qu'Assemblée Nationale.» Cette assemblée devint en effet d'emblée, par la réunion des états, un instrument de la bourgeoisie dans la lutte des classes. Avec l'appui de fortes minorités des deux états supérieurs, le Tiers-Etat, c'est-à-dire la bourgeoisie révolutionnaire, disposait

immédiatement dans l'assemblée nationale d'une majorité compacte.

Et qu'advint-il, encore une fois?

La Vendée, l'émigration, la trahison des généraux, la constitution civile du clergé, le soulèvement de 50 départements, les guerres de coalition de l'Europe féodale, et, finalement, comme seul moyen d'assurer la victoire finale de la révolution: la dictature, et avec elle le règne de la terreur.

Voilà donc ce que valait la majorité parlementaire pour la défense des révolutions bourgeoises. Et pourtant, qu'était l'opposition entre la bourgeoisie et le féodalisme, auprès de l'abîme géant qui s'est ouvert aujourd'hui entre le travail et le capital! Qu'était la conscience de classe des combattants des deux camps qui s'affrontaient en 1649 ou 1789, comparée à la haine mortelle, inextinguible qui flambe aujourd'hui entre le prolétariat et la classe des capitalistes!

Ce n'est pas en vain que Karl Marx a éclairé de sa lanterne scientifique les ressorts les plus cachés du mécanisme économique et politique de la société bourgeoise.

Ce n'est pas en vain qu'il a fait apparaître, de façon éclatante, tout son comportement, jusqu'aux formes les plus sublimes du sentiment et de la pensée, comme une émanation de ce fait fondamental qu'elle tire sa vie, comme un vampire, du sang du prolétariat.

Ce n'est pas en vain qu'Auguste Bebel, en conclusion de son célèbre discours du congrès du parti de Dresde, s'est écrié: «Je suis et je reste l'ennemi mortel de la société bourgeoise!».

C'est le dernier grand combat, dont l'enjeu est le maintien ou l'abolition de l'exploitation, c'est un tournant de l'histoire de l'humanité, un combat dans lequel il ne peut y avoir ni échappatoire, ni compromis, ni pitié.

Et ce combat, qui, par l'ampleur de ses tâches, dépasse tout ce que l'on a connu, devrait mener à bien ce qu'aucune lutte de classes, aucune révolution n'a jamais mené à bien: dissoudre la lutte mortelle entre deux mondes en un doux murmure de luttes oratoires au parlement et de décisions prises à la majorité!

Le parlementarisme a été, pour le prolétariat, une arène de la lutte de classes, tant qu'a duré le train-train quotidien de la société bourgeoise: il était la tribune d'où les masses, rassemblées autour du drapeau du socialisme, pouvaient être éduquées pour le combat.

Aujourd'hui, nous sommes au milieu de la révolution prolétarienne, et il s'agit aujourd'hui de porter la hache sur l'arbre de l'exploitation capitaliste elle-même. Le parlementarisme bourgeois, comme la domination

de classe de la bourgeoisie, dont il est l'objectif politique essentiel, est déchu de son droit à l'existence. C'est maintenant la lutte de classes sous sa forme la plus dépouillée, la plus nue, qui entre en scène. Le capital et le travail n'ont plus rien à se dire, ils n'ont plus maintenant qu'à s'empoigner dans un corps à corps sans merci pour que le combat décide lequel sera jeté à terre.

La parole de Lassalle vaut aujourd'hui plus que jamais: l'action révolutionnaire consiste toujours à exprimer ce qui est. Et ce qui est s'appelle: ici est le travail — ici le capital! Pas d'hypocrite négociation à l'amiable, là où il y va de la vie et de la mort, pas de victoire de la communauté, là où il s'agit d'être d'un côté ou de l'autre de la barricade. C'est clairement, ouvertement, honnêtement, et avec toute la force que confèrent la clarté et l'honnêteté, que le prolétariat doit, en tant que classe constituée, rassembler dans ses mains la puissance politique tout entière.

«Egalité des droits politiques, démocratie!», nous scandèrent pendant des décades les prophètes grands et petits de la domination de classe bourgeoise.

«Egalité des droits politiques, démocratie!», leur scandent aujourd'hui, comme un écho, les hommes à tout faire de la bourgeoisie, les Scheidemann.

Oui, ce mot d'ordre doit maintenant devenir une réalité, car l'«égalité politique» s'incarne au moment où l'exploitation économique est radicalement anéantie. Et la «démocratie», la domination du peuple commence lorsque le peuple travailleur s'empare du pouvoir politique. Il s'agit d'exercer sur les mots d'ordre mésusés par les classes bourgeoises pendant un siècle et demi la critique pratique de l'action historique. Il s'agit de faire, pour la première fois, une vérité de la devise de la bourgeoisie française en 1789, «Liberté, Egalité, Fraternité» — par la suppression de la domination de classe de la bourgeoisie.

Et comme premier pas, voici le moment, devant le monde entier, et devant les siècles de l'histoire mondiale, d'inscrire hautement à l'ordre du jour: Ce qui jusqu'à présent se présentait comme égalité des droits et démocratie — le parlement, l'assemblée nationale, le droit de vote égal — était mensonge et tromperie!

Le pouvoir tout entier aux mains des masses travailleuses, comme une arme révolutionnaire pour l'extermination du capitalisme — cela seul est la véritable égalité des droits, cela seul est la véritable démocratie!

«Die Rote Fahne», 17 décembre 1918.

A propos de 1968 en Italie

(Suite de la page 5)

affaires, y compris avec votre aide, ils reprendront leur véritable visage de patrons et ils vous fouleront aux pieds. Vous en vous en rendez pas compte, mais ils le font déjà, en ce moment où ils pleurent et font la quête» («Il Programma Comunista» n°21/1965, 21/11-5/12/65).

Voir aussi l'article de Bordiga «Cette friable péninsule se désintègre sous les inondations de «lois spéciales» vaines, équivoques et stériles, si la machine rouillée de l'Etat capitaliste et électoral ne saute pas avant» («Il PC n°22/1965», en français dans le recueil «Espèce humaine et coûte terrestre», Ed. Payot).

Il y montrait que des milliards avaient déjà été dépensés dans des plans grandioses pour prévenir cette catastrophe, sans autre résultat qu'augmenter les profits des entreprises capitalistes. Après les inondations de 1966 de nouveaux plans ont été élaborés avec de nouveaux gigantesques financements; mais au bout de 40 ans leur réalisation n'est toujours pas terminée au point que l'on estime aujourd'hui que l'agglomération florentine est toujours sous le menace d'une nouvelle inondation, mais qui ferait beaucoup plus de dégâts...

(2) Elle réapparait en fait dès aujourd'hui, comme nous l'avons relevé en critiquant les positions du CCI à ce sujet, notamment au Venezuela: cf «Le Proletaire» n°486.

(3) cf «Mouvement étudiant et prolétariat», «Le Proletaire» n°56, juillet août 1968.

Nouvelle brochure

La tragédie du prolétariat allemand dans le premier après-guerre

A l'occasion du quatre-vingt dixième anniversaire des tentatives révolutionnaires prolétariennes de l'automne hiver 1918-1919, nous publions une petite brochure sous ce titre. Les tragiques événements d'alors, en contrepoint de la victoire révolutionnaire en Russie, démontrent la nécessité absolue du parti de classe pour que le prolétariat puisse se diriger dans la lutte à mort contre la classe exploiteuse et son système économique et social. Dans «Les leçons d'Octobre», l'article qu'il écrivit après l'échec sans combat en octobre 23 en Allemagne, Trotsky l'exprime de façon lapidaire: «la révolution prolétarienne ne peut triompher sans le Parti, en dehors du Parti, à l'encontre du Parti ou par un succédané de Parti». Ce précepte cardinal du marxisme est vrai pour aujourd'hui et pour demain comme il était vrai il y a quatre vingt-dix ans.

Au début du siècle dernier l'Allemagne paraissait pour les marxistes être le pays prédestiné à la victoire du socialisme.

En mai 1918, alors que continuait la guerre, Lénine écrivait: «L'histoire (...) a suivi des chemins si particuliers qu'elle a donné naissance en 1918 à deux moitiés de socialisme, séparées et voisines comme des futurs poussins sous la coquille commune de l'impérialisme international. L'Allemagne et la Russie incarnent, en 1918, avec une évidence particulière, la réalisation matérielle des conditions du socialisme, des conditions économiques, productives et sociales, d'une part, et des conditions politiques d'autre part.

Une révolution prolétarienne victorieuse en Allemagne briserait d'emblée, avec les plus grandes facilités, toutes les coquilles de l'impérialisme (...) et assure-

rait à coup sûr la victoire du socialisme mondial» (1)

Au cours des décennies précédentes, c'est en Allemagne que les forces productives avaient crû le plus vite, transformant le pays, autrefois dominé par la paysannerie, l'artisanat et la petite industrie productrice de camelote à bon marché, en très grande puissance industrielle où régnait un «capitalisme d'Etat» (au sens d'interpénétration du capital et de l'Etat) aux entreprises géantes; cette expansion l'avait placé aux premiers rangs des impérialismes mondiaux (et dans une trajectoire de collision avec l'impérialisme encore dominant mais déjà sur le déclin, la Grande Bretagne).

C'est aussi dans ce pays qu'un prolétariat en pleine croissance (près de 12 millions et demi en 1907 selon certaines esti-

mations) (2) avait bâti en l'espace d'une génération, dans la légalité comme dans l'illégalité, le plus puissant parti socialiste du monde, le Sozialdemokratische Partei Deutschlands (SPD). A la veille de 1914, le SPD comptait près d'un million d'adhérents, les syndicats qu'il contrôlait en avaient deux millions et demi (les syndicats chrétiens et patronaux en ayant un million environ). Il était en outre le pilier de la IIe Internationale et Karl Kautsky, le responsable de sa revue théorique Die Neue Zeit, avant de devenir au moment de la guerre le «renégat» fustigé par les bolcheviks, avait été le gardien sourcilieux de la théorie marxiste, au point d'être surnommé le «pape rouge»: les socialistes de tous les pays, disaient-on, recevaient son avis sur les questions les plus difficiles de théorie et de programme avec autant de confiance que les catholiques lorsqu'ils prenaient connaissance des bulles du pape de Rome.

Cet accroissement gigantesque ne pouvait pas ne pas s'accompagner de la progression des tendances petites-bourgeoises et opportunistes dans le parti, déjà dénoncées quelques décennies plus tôt par Engels (3), les responsables du parti se recrutant toujours davantage parmi les éléments petit-bourgeois ou de l'aristocratie ouvrière; à partir du début du siècle la bureaucratie du parti avait commencé à se développer rapidement jusqu'à atteindre le nombre de 15 000 permanents à la veille de la guerre; un dixième des adhérents (cent mille personnes) était alors employés dans diverses administrations sociales, coopératives, conseils de prud'hommes, etc (4).

VENEZUELA: Nationalisation de Sidor et «contrôle ouvrier» (2)

(Suite de la page 1)

nement chaviste pour étatiser les syndicats, pour les soumettre à la tutelle directe du gouvernement et en installer à leur tête une bureaucratie aux ordres, c'est-à-dire pour les liquider comme organisations de la classe ouvrière pour la défense de ses conditions de travail. Si la direction syndicale cède aux pressions du gouvernement et accepte l'arbitrage, elle se transformera en courroie de transmission de l'Etat "bolivarien" contre les travailleurs» (4).

En fait la bureaucratie syndicale de SU-TISS n'a pas attendu les pressions gouvernementales pour empêcher toute lutte réelle, au point que Chavez avait pu lui rappeler qu'elle avait accepté la dégradation des conditions de vie et de travail des ouvriers et l'externalisation de milliers d'entre eux lors de la précédente privatisation de l'entreprise!

Ces syndicats collaborationnistes ont pour fonction première de maintenir la paix sociale et non de défendre les intérêts prolétariens. Quand ils entrent en conflit avec le gouvernement, comme l'a fait le syndicat CTV dans le secteur du pétrole, ce n'est pas parce qu'ils seraient des «organisations de la classe ouvrière», mais parce qu'ils sont liés à des secteurs bourgeois d'opposition. O.O. veut «démocratiser» ces syndicats, en y soutenant certains courants dans leur bureaucratie qui s'affirment «classistes» parce qu'il leur arrive de critiquer le gouvernement... au nom de la «révolution bolivarienne»! En réalité, d'un point de vue de classe il n'y a rien à défendre de ces appareils syndicaux; c'est au contraire indépendamment d'eux et contre leur pratique de collaboration des classes, contre leur lien avec les patrons ou l'Etat, que les prolétaires devront s'organiser sur des bases vraiment classistes pour lutter contre les patrons, privés ou d'Etat.

Dans l'introduction de son dossier, O.O. écrit bien que la nationalisation de Sidor n'est pas une victoire des ouvriers et qu'elle ne le deviendra que dans la mesure où ces derniers arriveront à «conquérir» leurs revendications en faisant passer leurs intérêts avant ceux des bureaucrates du gouvernement et

du syndicat. Mais à côté de la revendication de réintégration des travailleurs externalisés dans l'entreprise, O.O. clôt cette introduction par des revendications plus que douteuses: démission du ministre du travail (comme si le changement d'un ministre pouvait changer la politique pro-capitaliste du gouvernement) et «contrôle ouvrier sur la production et élection démocratique de la direction».

Mais c'est dans son numéro du mois de mai 2008 qui suit la nationalisation, qu'*Option Obrera* jette complètement son masque «radical». Dans l'éditorial intitulé: «Avec la nationalisation de TERNIUM-SIDOR, quel est le rôle que doivent jouer les travailleurs?», la dénonciation de la nationalisation comme un piège anti-ouvrier disparaît. O.O. fixe maintenant aux ouvriers la tâche de faire en sorte qu'il y ait une vraie nationalisation et que la multinationale Ternium n'en retire pas un bénéfice! «Sidor a-t-elle été vraiment nationalisée? [suit une description des propositions gouvernementales dans la négociation sur le rachat des parts de Ternium]. A Sidor, à plus forte raison encore aujourd'hui, ce sont uniquement les travailleurs qui peuvent en dernière instance décider quand il faut conclure la négociation [avec Ternium]. (...) Les travailleurs de Sidor ont une occasion en or. Les actions effectives de contrôle ouvrier sur la production avec leurs comités d'entreprise les placent dans une position de force face au marchandage grossier du gouvernement pour arriver à un accord honorable avec la multinationale (...). Mais pour que cela soit possible, les travailleurs de Sidor doivent assumer eux-mêmes la décision finale de conclure la négociation et ils ne peuvent en aucune façon permettre que cette décision soit prise derrière leur dos».

Le rôle politique des travailleurs est ainsi limité à la négociation d'accords d'entreprise - le rôle spécifique les bonzes syndicaux. «Les travailleurs de Sidor ont mis sur le tapis leur rôle dans la lutte des classes dans notre pays. Ils démontrent clairement que sont eux qui doivent s'imposer sur ceux qui les exploitent. Le rôle politique du prolétariat vénézuélien a cessé d'être insignifiant

grâce à l'attitude assumée par les travailleurs de Sidor. Voilà l'attitude qu'il faut répéter dans chaque usine, dans chaque entreprise de telle sorte que leurs actions collectives soient marquées par l'autonomie face aux décisions du gouvernement et d'indépendance de classe face à ceux qui les exploitent».

En fait jusqu'à présent les travailleurs de Sidor n'ont pu obtenir satisfaction sur leurs revendications immédiates; leur longue lutte a été interrompue par la décision de nationaliser les entreprises, le syndicat réussissant à les convaincre d'attendre avec «patience» que le gouvernement leur donne enfin satisfaction. O.O. est obligée de falsifier la réalité pour faire passer ce qui est en réalité un alignement sur certains secteurs de la bureaucratie syndicale réformiste et patriotique, comme on le voit dans la suite de l'édito:

«Pour que ce rôle politique du prolétariat vénézuélien soit un succès, les travailleurs doivent...» (quoi? Se constituer en parti de classe? Non, et d'ailleurs à quoi cela servirait-il quand on lit ce qui suit) «...convoyer un congrès ouvrier qui défende clairement dans son programme de luttes les objectifs et méthodes de la politique d'industrialisation et d'administration du pays, en mobilisant la population au chômage et les majorités opprimées du pays. Voilà le socialisme tel qu'il doit être (...).

Vive le contrôle ouvrier sur la production à Sidor. Pas un centime à Ternium-Techint ni la moindre participation dans Sidor nationalisée. (...) Pour un Congrès ouvrier qui définisse le programme de luttes pour le socialisme et le développement du pays en fonction des intérêts nationaux. Pour un gouvernement ouvrier, paysan et populaire».

Ce socialisme-là, qui a pour objectif non pas d'abattre le capitalisme, mais d'industrialiser le pays et qui définit son programme en fonction des intérêts nationaux, n'a assurément rien de socialiste: il est tout aussi bourgeois que le «socialisme bolivarien» de Chavez! Le véritable rôle politique du prolétariat commence par son organisation en classe donc en parti, comme le spécifie le Manifeste Communiste. Si l'objectif de chaque prolétariat est d'abord de prendre le pouvoir et d'abattre le capitalisme dans son propre pays, ses buts ne sont pas nationaux, mais internationaux; s'il lui est impossible d'instaurer le socialisme dans un seul pays, il a encore moins la fonction d'industrialiser

et de développer chaque pays avant de faire la révolution et de détruire le capitalisme! Ce n'est qu'après le renversement de la bourgeoisie et l'instauration de sa dictature, que la prolétariat aura la possibilité de commencer à transformer économiquement et socialement le pays; et ce n'est qu'après la victoire internationale de la révolution communiste que pourra être élaboré un plan unique mondial pour résoudre les problèmes d'inégalités de développement social et économique à l'échelle de la planète (y compris les excès de développement de certaines régions ravagées par l'industrialisation!).

Mais de même qu'ils fixent au prolétariat l'objectif bourgeois d'industrialiser et développer le Venezuela, c'est-à-dire d'y développer le capitalisme, les trotskystes d'O.O. ne prônent pas la dictature du prolétariat, mais un «gouvernement ouvrier, paysan et populaire», c'est-à-dire un gouvernement multi-classiste de l'Etat bourgeois. Personne ne peut alors s'étonner que s'il leur arrive d'évoquer la nécessité du parti, ils préfèrent utiliser en général la formule floue à souhait de «structuration de la classe ouvrière»: quand on capitule devant le réformisme anti-ouvrier, il est impossible de lutter pour la constitution du parti de classe, à la tactique et à la politique bien définies et au programme solidement ancré sur le marxisme authentique...

(Suite en page 8)

Suplemento N° 8 de Abril de 2006 - VENEZUELA - al N. 48 de «el programa comunista»

En este suplemento:

- Nacionalización de Sidor y «control obrero»
- ¡La anarquía del transporte, la construcción y la basura en Caracas, es la anarquía propia de la producción capitalista!
- La enmienda constitucional. La abstención en este referéndum ha sido el gran enemigo para chavistas y anti-chavistas

Precio: Europa: 1 €. América del Norte: US \$ 1. América Latina: US \$ 0,5

Cette couche nombreuse était évidemment le vivier naturel de toutes les tendances réformistes.

C'est d'un dirigeant socialiste, Bernstein, qui avait été un proche collaborateur d'Engels avant d'en devenir l'exécutif testamentaire, que vint, au tournant du siècle, une attaque en règle contre les fondements du programme marxiste du SPD. Selon Bernstein, le développement régulier et pacifique du capitalisme, la disparition de ses crises économiques, l'amélioration de la condition ouvrière, avaient démenti les analyses catastrophiques de Marx. Le SPD devait donc réviser son programme et abandonner les positions marxistes qui n'étaient pas autre chose que des résidus archaïques de l'époque quarante-huitarde, pour devenir ouvertement ce qu'il était déjà de fait: un parti oeuvrant pour améliorer le capitalisme par des réformes, et non pour le renverser. Ces positions iconoclastes furent repoussées avec indignation; le révisionnisme bernsteinien fut officiellement condamné et le programme révolutionnaire réaffirmé dans les congrès du parti.

Cependant l'«opportunisme» c'est-à-dire la tendance à abandonner les principes révolutionnaires, continua à se développer rapidement malgré les proclamations orthodoxes; elle était en effet suscitée par les pressions bourgeoises et alimentée par la pratique du parti qui se développait à l'encontre de la coupure officialisée entre «programme maximum» (programme révolutionnaire) et «programme minimum» (lutte pour les réformes). Les conditions de l'époque ne permirent pas l'apparition en réaction d'une véritable tendance de gauche organisée dans le parti: les éléments révolutionnaires, comme les Rosa Luxemburg, Mehring, Liebknecht et autres, prisonniers des

traditions d'unité du parti, restèrent des personnalités respectées sinon écoutées, mais isolées par l'appareil du SPD.

La trahison en août 1914 du SPD qui, comme pratiquement tous les autres partis de l'Internationale à l'exception du parti bolchevik, se rangea comme un seul homme du côté de la classe ennemie en appelant à participer à la guerre impérialiste, fut pour les travailleurs un choc dévastateur dont il est difficile de surestimer la portée. Au moment décisif, le prolétariat qui avait patiemment, sans ménager ses efforts et ses sacrifices, construit ces formidables organisations, se retrouvait sans organisation, sans parti, jeté sans pouvoir résister dans l'enfer de la guerre mondiale!

Jamais le prolétariat allemand qui au cours des années suivantes, pendant et après la guerre, donna des preuves innombrables de combativité et d'héroïsme, qui affronta par la violence les troupes de choc de la bourgeoisie, ne réussit à surmonter ce coup décisif.

Les révolutionnaires, plus nombreux en Allemagne que dans les autres pays, restèrent en proie à la plus grande confusion, affaiblis par des courants semi-libertaires ou spontanistes. Lorsqu'un parti communiste de masse réussit enfin à se stabiliser, c'est pour tomber dans des déviations droitières, succédant à des poussées aventuristes.

Un rare jour de lucidité, Paul Levi, le dirigeant droitier du Parti Communiste Unifié, le pourfendeur des sectaires, le critique de la constitution «trop à gauche», «trop minoritaire», du parti Communiste d'Italie après la scission de Livourne, reconnût: «Il n'est pas aujourd'hui en Allemagne un seul communiste qui ne regrette que la fondation d'un parti communiste n'ait pas été

réalisée depuis longtemps, à l'époque de l'avant-guerre, que les communistes ne se soient pas regroupés, dès 1903, même sous la forme d'une petite secte, et qu'ils n'aient pas constitué un groupe même réduit, mais qui aurait au moins exprimé la clarté» (5).

Cette leçon-là, que Levi oublia aussitôt, a une portée universelle; le parti doit se préparer et doit se constituer avant l'éclatement de la période révolutionnaire, comme cela avait pu être fait en Russie, sinon il est trop tard et le retard ne se rattrape plus. C'est en cela que réside la tragédie du prolétariat allemand - et mondial.

(1) Lénine, «Sur l'infantilisme de gau-

La tragédie du prolétariat allemand dans le premier après-guerre

(Brochure A5, 60 pages,
février 2009, Prix: 2 €, 4 FS)

Table des matières

- Introduction
- Allemagne 1918-1919: le tragique retard du parti («le prolétaire», N° 491, Nov.-Déc. 2008 / janvier 2009)
- La tragédie du prolétariat allemand dans le premier après-guerre (Rapport à la réunion générale du parti - 1972)
- La situation en Allemagne et le mouvement communiste («Il Soviet», N° 18, 11 juillet 1920. Traduction dans «programme communiste», N° 58, avril 1973)
- Annexe: Berlin 5 janvier 1919

che», Oeuvres, Tome 27, p. 355.

(2) Selon Sombart, qui estime que le prolétariat au sens large du terme, en comptant les familles, constituerait 67 à 68% de la population. cf Broué, «Révolution en Allemagne (1917-1923)», p. 18.

(3) «Les petits-bourgeois apportent avec eux leurs étroits préjugés de classe. En Allemagne, nous n'en avons que trop et ce sont eux qui forment ce poids mort qui entrave la marche du parti», cf Engels-Lafargue, correspondance, tome I, p.392.

(4) cf. Gilbert Badia, «Histoire de l'Allemagne contemporaine», Tome I, p. 35.

(5) «Die Internationale» n°26, 1/12/1920, cité dans Broué, op. cit., p. 438.

le prolétaire

parti communiste international (programme communiste)

La tragédie du prolétariat allemand dans le premier après-guerre



32

VENEZUELA:

Nationalisation de Sidor et «contrôle ouvrier» (2)

(Suite de la page 7)

CONTRÔLE OUVRIER ET LUTTE RÉVOLUTIONNAIRE

Ce mot d'ordre du «contrôle ouvrier» est d'abord apparu lors de la révolution en Russie, dans une situation de «double pouvoir», lorsque les ouvriers avaient créé les «Soviets» qui constituaient un embryon de pouvoir prolétarien opposé au pouvoir bourgeois.

Lénine en avril 17 avance comme objectif immédiat «le passage au contrôle de la production sociale et à la répartition des produits par les Soviets des députés ouvriers», ceci étant indissolublement lié à la revendication du passage de tout le pouvoir aux Soviets. Fin mai, dans une résolution pour la Conférence des comités d'usine de Petrograd, il avance entre autres la revendication d'un «véritable contrôle ouvrier de la production et de la répartition». Mais Lénine prend bien soin d'écrire que l'application de toutes les mesures de cette résolution «n'est possible que si le pouvoir passe entièrement aux mains des prolétaires et semi-prolétaires». Comme il l'avait déclaré en mai en bataillant lors de la Conférence du parti contre les tendances conciliatrices à Moscou qui rêvaient de contrôler les capitalistes: «le contrôle sans le pouvoir est la plus creuse des phrases» (5). Dans la bonne tactique bolchevique, le contrôle ouvrier est inséparable de la prise du pouvoir.

Par la suite malheureusement cette phrase creuse sera utilisée jusqu'à la nausée par tous ceux, «trotskystes» ou autres, qui voudront éviter cet épineux problème de la prise centrale du pouvoir, préférant lui substituer un impossible ou inoffensif contrôle de... l'entreprise. Comment les travailleurs de Sidor pourraient-ils contrôler la production de leur entreprise, «assurer que les priorités [de cette production d'acier] favorisent le peuple» comme l'écrit O.O.? Ce n'est pas au niveau de l'entreprise que peuvent se décider les priorités sociales de la production, mais au niveau central, au niveau du pouvoir politique d'Etat! Peu importe que l'Etat ait 20% ou 100% des parts du capital, peu importe que la direction soit élue par les travailleurs ou imposée d'en haut: tant que le pouvoir d'Etat bourgeois n'a pas été renversé et que le mode de production capitaliste n'a pas été extirpé, l'entreprise ne peut pas ne pas obéir aux lois économiques du capital, quel que soit son statut juridique et son propriétaire.

Nous ne sommes pas, comme au printemps 17 en Russie, à la veille du déclenchement de la grande lutte révolutionnaire; il n'y a pas au Venezuela de «double pouvoir», ni de Soviets ouvriers.

A mesure que la crise économique touche le pays, faisant notamment fondre les rentes pétrolières, ce sont les attaques contre les prolétaires qui se dessinent; il s'agit pour eux, non de se préparer à l'assaut pour le pouvoir, mais de se préparer à la lutte pour la défense de leurs intérêts immédiats. En janvier le meurtre par la police de 2 travailleurs de

Mitsubishi qui occupaient l'usine en protestation contre le licenciement de 135 ouvriers, ou les menaces de Chavez de militariser les travailleurs du métro en cas de grève, montrent concrètement ce que signifie la répression anti-ouvrière (6): ce sont des avertissements pour l'avenir.

Aujourd'hui, le besoin vital des travailleurs de Sidor et des autres entreprises, nationalisées ou non, n'est pas le contrôle ouvrier sur la production, mais le **contrôle de leur propre lutte**. Ce «contrôle» commence par la rupture non seulement avec les courants ouvertement chavistes, mais aussi avec les fausses oppositions révolutionnaires, condition indispensable pour pouvoir travailler à l'organisation prolétarienne de classe indépendante, depuis les comités de grève jusqu'au syndicat et au **parti de classe**.

Telle est la vraie **option prolétarienne**, telle est la seule perspective sûre pour les prolétaires d'avant-garde et les véritables révolutionnaires!

20/3/2009

(1) Cette nationalisation n'est pas une expropriation; l'Etat s'assure le contrôle de l'entreprise en rachetant 50% des parts de SIDOR à la multinationale argentine Techint qui devrait en conserver 10%. Les négociations sur le paiement de ces actions ne sont toujours pas conclues au moment où nous écrivons, bien que fin janvier le ministre des Industries Minières indiquait une nouvelle fois qu'un accord était proche. L'effondrement des prix de l'acier depuis 6 mois est probablement l'une des causes des difficultés de ces discussions.

(2) «El Universal», 27/2/2009. Après la nationalisation, le syndicat a abandonné la

revendication de réintégration des travailleurs externalisés et l'a remplacé par celle de la définition d'un mode de calcul des salaires (*tabulador*) identique pour tous les travailleurs.

(3) Le P.O. anime un regroupement international, la «Coordination pour la Refondation de la IVe Internationale», dont en Europe fait partie l'organisation italienne «Parti Communiste des Travailleurs».

(4) Article du P.O. publié le 6 mars 2008.

(5) Voir dans le volume 24 des Oeuvres de Lénine, l'article «Les tâches du prolétariat dans notre révolution», ainsi que son «Rapport à la VIIe Conférence du parti». Sur la question du «contrôle ouvrier» le lecteur peut se reporter à une étude détaillée parue sur les n° 198, 199, 200 et 201 du «Prolétaire».

(6) Dans un discours le trente janvier Chavez a attribué le meurtre aux «mafias» qui existent dans la police. Mais il a aussitôt ajouté: «Il faut aussi appeler les travailleurs à la raison. Il est arrivé une fois qu'en Guyane ils aient occupé une usine. Cela a duré un certain temps et ils avaient des armes à feu. Pourquoi les travailleurs ont des armes à feu s'ils vont protester, manifester et menacer de séquestrer un ministre? (...) Je ne dis pas que c'est ce qui s'est passé dans le cas d'Anzoategui [zone où se trouve l'usine Mitsubishi], non. Il y a eu des coups de feu et on ne sait pas encore d'où ils sont partis». Bref, c'est la faute des travailleurs... Ce meurtre s'ajoute à l'assassinat en novembre de 3 responsables syndicaux après une grève dans l'Etat d'Aragua, et de nombreux autres.

A la mi-mars, les grèves continuaient à Mitsubishi et Toyota, par contre le syndicat du métro avait renoncé à ses menaces d'appel à la grève...

Pour se défendre contre le capitalisme en crise Il faut rompre avec la collaboration de classe !

(tract distribué lors de la journée d'«action» syndicale du 19 mars)

SUIVRE L'EXEMPLE DES PROLÉTAIRES ANTILLAIS !

Après des semaines de grève générale, les travailleurs des Antilles ont réussi à arracher des concessions importantes au patronat, à commencer par des augmentations de salaire notables pour les plus mal payés. Ils ont réussi en dépit de l'absence de tout soutien réel de la part des syndicats et partis de gauche de métropole (pas un mot sur la grève générale en Guadeloupe lors de la journée d'action du 29 janvier) alors que les capitalistes antillais s'appuyaient, eux, sur le soutien sans faille, y compris policier, du gouvernement, grâce à leur détermination et au recours à des méthodes de lutte réelle (piquets de grève, occupations, blocage des voies de circulation, etc.). Ce n'est qu'en suivant cet exemple, c'est-à-dire en se lançant dans une lutte réelle, que les travailleurs d'ici peuvent se défendre contre les patrons et l'Etat bourgeois à leur service.

Mais c'est ce que les directions syndicales et les partis réformistes veulent éviter à tout prix, comme l'a confirmé la secrétaire du PS, Martine Aubry, lorsque, déclarant craindre une extension du mouvement de lutte à la métropole, elle a affirmé: «il faut tout faire pour que cela n'arrive pas» (Le Parisien, 13/2/09)! Et pour que cela n'arrive pas, pour éviter le déclenchement d'une véritable lutte, ces organisations politiques et syndicales **collaborationnistes** veulent faire tomber la pression en organisant rituellement d'inoffensives manifestations-processions tous les 2-3 mois...

Si les appareils syndicaux se gardent bien d'organiser la moindre riposte réelle aux attaques capitalistes, s'ils ont saboté ces dernières années les luttes comme celles sur les retraites et les régimes spéciaux, alors qu'ils se précipitent pour aller discuter avec Sarkozy, c'est parce qu'en bons «partenaires sociaux», intégrés dans le réseau de la collaboration des classes et financés par les institutions étatiques, ils sont plus intéressés par la bonne santé du capitalisme que par les intérêts des travailleurs!

Quant aux partis de gauche, ils ont démontré lorsqu'ils étaient au gouvernement, qu'ils sont des serviteurs zélés du capitalisme; ils n'ont pas hésité à suivre une politique socio-économique destinée non seulement à maintenir la paix sociale, à anesthésier les travailleurs, mais aussi et surtout à faciliter la croissance des profits au détriment des intérêts prolétariens. Résultat de cette politique suivie avec continuité par les gouvernements de gauche et de droite parce qu'elle répond aux besoins du capitalisme, les profits des entreprises ont enregistré des **records** alors que bas salaires, flexibilité du travail, allongement de la durée du travail et de l'âge du départ à la retraite, précarisation croissante et répression se sont généralisés, bien que nous nous trouvions dans une époque de **croissance économique**. Le capitalisme ne vit que de l'**exploitation des prolétaires**, il ne peut y avoir d'intérêt commun en travailleurs et capitalistes. Et aujourd'hui où cette croissance débouche comme c'était inévitable sur une grave **crise économique**, ce sont les travailleurs qui sont condamnés à faire des sacrifices supplémentaires pour sauver les profits! L'Etat distribue les milliards pour venir en aide aux banquiers et aux patrons, ceux-

ci licencient ou mettent les travailleurs en chômage technique tandis que le gouvernement entend continuer ses attaques contre les travailleurs de la Fonction Publique.

LUTTE DE CLASSE CONTRE LE CAPITALISME !

Tous ces partis et syndicats sont des défenseurs acharnés de l'«intérêt national» (= intérêt du capital) et de la **collaboration des classes**; quand ils jouent la comédie de la défense des intérêts des travailleurs, c'est pour mieux les trahir à la table des négociations. Il est impossible de compter sur eux pour se défendre, de même qu'il est impossible de compter sur les partis dits d'extrême gauche qui prônent l'unité avec ces faux amis des prolétaires parce qu'ils ne rêvent que de prendre leur place. Mais comme l'ont démontré les prolétaires antillais, les travailleurs peuvent déjouer les manoeuvres des collaborationnistes, résister aux capitalistes et leur arracher des concessions, à condition de compter sur **leurs propres forces** de classe.

Pour lutter contre le capitalisme, contre la bourgeoisie, son Etat et ses laquais réformistes, il n'y a pas d'autre voie que le **retour aux méthodes, aux moyens et aux objectifs de la lutte de classe**. Il est nécessaire de rompre avec les orientations et les pratiques défaitistes de la collaboration des classes, pour orienter la lutte sur les besoins exclusifs des prolétaires, pour unir les travailleurs de toute nationalité, de tout sexe, de tout âge et de toute corporation, les chômeurs comme les travailleurs disposant d'un travail.. L'**organisation indépendante des prolétaires sur des bases de classe** est indispensable pour contrôler et diriger la lutte au lieu de la laisser entre les mains des professionnels stipendiés de la collaboration avec les bourgeois.

- **Augmentation générale des salaires, plus forte pour les bas salaires, en correspondance avec l'inflation!**
- **Revalorisation de tous les minimas sociaux et du SMIC!**
- **Réduction de la journée de travail et de l'intensité du travail à salaire égal!**
- **Non aux licenciements et suppressions de postes! - Embauche immédiate des travailleurs temporaires et précaires!**
- **Réduction de l'âge de la retraite et la pension à taux plein!**
- **Salaire intégral aux chômeurs et demandeurs d'emploi!**
- **Régularisation de tous les sans-papiers!**
- **Libération immédiate des travailleurs, révolutionnaires et jeunes emprisonnés pour défaut de papiers, pour fait de grèves ou affrontements avec la police!**

Ces revendications immédiates pressantes des travailleurs ne peuvent être obtenues que par un puissant mouvement de lutte, et en tant que premier pas vers une lutte plus générale pour abattre le capitalisme national et mondial, responsable des crises, des guerres et de la misère.

Préparer cette lutte et travailler à la reconstitution du **parti de classe international, voilà la seule perspective réaliste!**

Mars 2009

Notre site Internet :

www.pcint.org

Adresses e-mail :
leproletaire@pcint.org

SOUSCRIPTION PERMANENTE 1ère liste 2009

A bas la démocratie: 350,00 / Amaury: 8,50 / Carlos: 20,00 / Claude: 7,50 / David: 20,00 / Didier: 7,50 / Elena: 60,00 / François: 12,50 / Jean-Pierre: 2,00 / Paris: 1100,00. Réunion Publique: 45,00 / Peter: 40,00 / Pour la presse internationale: 70,00 / Raymond: 107,50 / Royan: 7,50 / Victor: 160,00

Total liste: 2018

Points de contact:

Aix-en-Provence, Paris: pour avoir la date et le lieu des prochaines réunions, écrire au journal.

CORRESPONDANCE:

Pour la France: Editions Programme, 3 rue Basse Combalot, 69007 Lyon
Pour la Suisse: Editions Programme, Ch. de la Roche 3, 1020 Renens
Pour l'Italie: Il Comunista, C.P. 10835, 20110 Milano

No d'inscription à la commission paritaire de presse: 52926. Directeur-gérant: Dessus. **Versements:** timbres poste ou chèque à l'ordre de: Dessus. **Abonnement au «prolétaire»:** 7,5 € / 30 FS / £ 10. **Abonnement de soutien:** 15 € / 60 FS / £ 20. «programme communiste» (Revue théorique), le numéro: 4 € / 10 FS / £ 3 / Amérique latine: US \$ 1 / USA et Cdn: US \$ 4. **Abonnement:** le prix de 4 numéros. **Abonnement de soutien:** 32 € / 80 FS / £ 25 / Amérique latine: US \$ 8 / USA et Cdn: US \$ 35. «il comunista», le numéro: 1,5 € / 5 FS / £ 1,5. **Abonnement:** 13,5 € / 35 FS / £ 13,5. **Abonnement de soutien:** 27 € / 70 FS / £ 27. «el programa comunista», le numéro: 3 € / 8 FS / £ 2 / America latina: US \$ 0,5 / USA et Cdn: US \$ 3. **Prix de soutien,** le numéro: 6 € / 16 FS / £ 4 / America latina: US \$ 1 / USA et Cdn: US \$ 6. **Imprimé par nos soins.**